



Prospectus

Juillet 2022

AVERTISSEMENT

La SPPICAV détient directement et/ou indirectement des immeubles dont la vente exige des délais qui dépendront de l'état du marché immobilier.

En cas de demande de rachat (remboursement) de vos Actions, votre argent pourrait ne vous être versé que dans un délai de deux (2) mois.

Par ailleurs, la somme que vous récupérez pourra être inférieure à celle que vous aviez investie, en cas de baisse de la valeur des actifs de la SPPICAV, en particulier du marché immobilier, sur la durée de votre placement.

La durée de placement recommandée est de huit (8) ans.

SOLIVING

Société de placement à prépondérance immobilière à capital variable (SPPICAV)

Siège social : 303, square des Champs Élysées - Évry Courcouronnes - 91026 Évry Cedex

Tél. : 01 69 87 02 00 - Fax : 01 69 87 02 01

Date de mise à jour : 18 juillet 2022

Sommaire

1 - Caractéristiques générales	p. 5
2. Synthèse de l'offre de gestion	p. 5
3. Acteurs de la SPPICAV	p. 6
4. Politique de gestion de la SPPICAV	p. 7
4.1. Objectifs de gestion	p. 7
4.2. Indicateur de référence	p. 7
4.3. Stratégie d'investissement	p. 7
4.4. Profil de risque	p. 15
4.5. Garantie ou protection	p. 17
4.6. Souscripteurs concernés, profil de l'investisseur type	p. 17
5. Actions de la SPPICAV	p. 18
5.1. Caractéristiques des Actions	p. 18
5.2. Valeur Liquidative	p. 18
5.3. Durée de placement recommandée	p. 18
5.4. Modalités de souscription et de rachat	p. 18
6. Frais – Commissions	p. 23
6.1. Frais de fonctionnement et de gestion	p. 23
6.2. Frais d'exploitation immobilière	p. 23
6.3. Frais et commissions liés aux opérations de transactions immobilières et financières	p. 24
6.4. Frais indirects	p. 24
7. Organe de Gouvernance	p. 26
8. Évaluation et comptabilisation	p. 27
8.1. Principe	p. 27
8.2. Méthode de comptabilisation	p. 27
8.3. Compte de régularisation des revenus et des plus-values	p. 27
8.4. Évaluation de l'actif en vue de la détermination de la Valeur Liquidative	p. 27

9. Régime fiscal	p. 29
9.1. Cas général.	p. 29
9.2. Obligations relatives au respect des obligations fiscales internationales	p. 29
10. Modalités de distribution de la SPPICAV	p. 29
11. Information des Actionnaires	p. 29
11.1. Lieu de la publication de la Valeur Liquidative	p. 29
11.2. Informations supplémentaires	p. 29
11.3. Gestion des potentiels conflits d'intérêts	p. 30
11.4. US Restrictions	p. 30
11.5. Droit applicable – Compétence	p. 30
11.6. Réclamations	p. 30
 ANNEXE 1:	
Glossaire du prospectus	p. 31

1 - CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES

Forme Juridique : Société de Placement à Prépondérance Immobilière à Capital Variable (SPPICAV) sous forme SAS.

Dénomination : SOLIVING.

Siège social : 303, square des Champs Élysées - Évry Courcouronnes - 91026 Évry Cedex.

Date de création : Création le 19 janvier 2022

Agrément de l'Autorité des Marchés Financiers obtenu le 26 avril 2022.

Numéro d'agrément : SPI20220010.

Durée de vie : 99 ans à compter de sa constitution, soit jusqu'au 19 janvier 2121.

Date d'édition du présent document : 18 juillet 2022.

2 - SYNTHÈSE DE L'OFFRE DE GESTION

Catégories d'Actions	Code ISIN	Souscripteurs concernés	Montant nominal	Minimum de souscription initiale	Minimum de souscription ultérieure
Actions P	FR0014006060	Tous souscripteurs	100 €	1 000 €	Néant
Actions I	FR0014006078	Clients professionnels au sens de la Directive 2014/65/UE mentionnés à l'article L.533-16 du Code Monétaire et Financier	100 €	100 000 €	10 000 €
Actions GI	FR0014006052	Clients professionnels au sens de la Directive 2014/65/UE mentionnés à l'article L.533-16 du Code Monétaire et Financier	100 €	5 000 000 €	1 000 000 €

Le Prospectus, les Statuts, le Document d'Information Clé pour l'Investisseur (DICI), le dernier rapport annuel, les derniers documents d'information périodique et la dernière Valeur Liquidative de la SPPICAV, ainsi que le cas échéant, l'information sur ses performances passées, sont adressés gratuitement sur simple demande écrite de l'Actionnaire dans un délai de huit (8) Jours Ouvrés auprès de :

Sofidy SAS

303, square Champs Élysées - Évry Courcouronnes - 91026 Évry Cedex -
Tél. : +33 (0)1 69 87 02 00 - Fax : +33 (0)1 69 87 02 01 - E-mail : sofidy@sofidy.com

Toute demande d'information supplémentaire relative à la SPPICAV peut être adressée à ce même contact.

Ces documents sont également disponibles sur le site internet de la Société de Gestion : <http://www.sofidy.com/>

Rapport de synthèse des experts externes en évaluation :

Le rapport de synthèse annuel des experts externes en évaluation est communiqué aux Actionnaires qui en font la demande dans les quarante-cinq (45) jours suivant la publication du rapport annuel. Il peut être envoyé gratuitement par courrier ou par e-mail avec accusé de réception.

Informations relatives à la liquidité et à l'effet de levier de la SPPICAV :

Les informations relatives à la liquidité et à l'effet de levier de la SPPICAV seront communiquées aux Actionnaires par le biais du rapport de gestion contenu dans le rapport annuel.

3 - LES ACTEURS DE LA SPPICAV

<p>Société de Gestion :</p>	<p>Sofidy, Société par actions simplifiée, société de gestion de portefeuille agréée par l'AMF le 10 juillet 2007 sous le numéro GP 07-000042, dont le siège social est sis 303, square des Champs Élysées – Évy Courcouronnes – 91026 Évy Cedex, immatriculée sous le numéro 338 826 332 RCS Évy (la « Société de Gestion »). La Société de Gestion exerce les fonctions de président de la SPPICAV. Les risques éventuels en matière de responsabilité auxquels est exposée la Société de Gestion sont couverts aux moyens de fonds propres supplémentaires et par une assurance de responsabilité civile professionnelle, adaptée aux risques couverts, au titre de l'engagement de sa responsabilité pour négligence professionnelle conformément aux stipulations du IV de l'article 317-2 du RGAMF relatif à son activité de gestion de Fonds d'Investissements Alternatifs (FIA).</p>
<p>Dépositaire/conservateur/ teneur de registre :</p>	<p>CACEIS BANK, société anonyme ayant son siège social sis 1-3 place Valhubert à Paris (13^e), établissement de crédit agréé par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (l'« ACPR »). Les missions confiées à CACEIS BANK, en tant que Dépositaire sont notamment : - la conservation ou la tenue de position et le contrôle de l'inventaire des actifs autres qu'immobiliers de la SPPICAV ; - le contrôle et la régularité des décisions de la SPPICAV et de la Société de Gestion ; - le contrôle de l'inventaire des Actifs Immobiliers de la SPPICAV ; - le contrôle des flux de liquidité des comptes bancaires de la SPPICAV.</p>
<p>Déléataire de la gestion comptable / valorisateur :</p>	<p>CACEIS Fund Administration, société anonyme ayant son siège social sis 1-3 place Valhubert à Paris (13^e). Le déléataire de la gestion administrative et comptable est notamment chargé des missions suivantes : - élaboration des valeurs liquidatives de la SPPICAV et leur transmission à la Société de Gestion et au Dépositaire ; - enregistrement et traitement comptable de toutes les opérations concernant la SPPICAV ; - établissement des états financiers (bilan, compte de résultat, annexe) ; - production d'éléments comptables relatifs aux documents d'information périodiques à l'usage des Actionnaires de la SPPICAV. À ce jour, il n'existe pas de conflit d'intérêts relatif à cette délégation. En toute hypothèse, la survenance d'un conflit d'intérêts sera gérée selon la politique de gestion des conflits d'intérêts mise en ligne sur le site de la Société de Gestion.</p>
<p>Centralisateur des ordres de souscription ou de rachat :</p>	<p>CACEIS BANK, société anonyme ayant son siège social sis 1 place Valhubert à Paris (13^e), par délégation de la Société de Gestion. Les missions confiées au centralisateur sont essentiellement la réception et le traitement des ordres de souscription ou de rachat des Actions de la SPPICAV.</p>
<p>Commissaire aux comptes :</p>	<p>KPMG AUDIT, 1 cours Valmy, 92939 Paris La Défense Cedex Signataire : Pascal Lagand Le commissaire aux comptes certifie, en justifiant de ses appréciations, que les comptes annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la SPPICAV à la fin de cet exercice. Le commissaire aux comptes a pour mission permanente, à l'exclusion de toute immixtion dans la gestion, de vérifier les valeurs et les documents comptables de la SPPICAV et de contrôler la conformité de sa comptabilité aux règles en vigueur. Il vérifie également la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion, et dans les documents adressés aux actionnaires ou actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels. Il atteste spécialement l'exactitude et la sincérité des informations relatives aux rémunérations et aux avantages de toute nature versés à chaque mandataire social.</p>
<p>Experts externes en évaluation :</p>	<p>BNP PARIBAS REAL ESTATE VALUATION France, Société par actions simplifiée, au capital de 58 978,80 euros, ayant son siège social sis 167, quai de la Bataille de Stalingrad à Issy-Les-Moulineaux Cedex (92867). JONES LANG LASALLE EXPERTISES (JLL), Société par actions simplifiée, au capital de 37 000 euros, ayant son siège social sis 40-42 rue de la Boétie à Paris (8^e). Les experts externes en évaluation sont en charge de l'évaluation ou du contrôle de l'évaluation des Actifs Immobiliers.</p>
<p>Commercialisateurs :</p>	<p>La Société de Gestion sera en charge de la commercialisation des Actions. Sofidy, Société par actions simplifiée, société de gestion de portefeuille agréée par l'AMF le 10 juillet 2007 sous le numéro GP 07-000042, dont le siège social est sis 303, square des Champs Élysées – Évy Courcouronnes – 91026 Évy Cedex, immatriculée sous le numéro 338 826 332 RCS Évy. Tout autre commercialisateur avec lequel une convention de commercialisation avec la Société de Gestion viendrait à être signée. Cependant, la liste des commercialisateurs ne peut être exhaustive dans la mesure où, notamment, la SPPICAV est admise en Euroclear France. Des commercialisateurs peuvent ainsi ne pas être mandatés ou connus de la Société de Gestion.</p>
<p>Conseillers :</p>	<p>Néant</p>
<p>Courtier Principal :</p>	<p>Néant</p>

4 - POLITIQUE DE GESTION DE LA SPPICAV

4.1. Objectifs de gestion

L'objectif de gestion de la SPPICAV est de constituer un patrimoine majoritairement investi en immobilier résidentiel complété par des Actifs Financiers visant à proposer à l'investisseur une distribution potentielle de dividendes ainsi qu'une valorisation potentielle de ses Actions sur un horizon d'investissement et de détention de long terme, en cherchant à optimiser les niveaux de rendement et de risque.

La SPPICAV adopte une démarche d'Investissement socialement responsable (ISR) dans les phases d'acquisition et de gestion des actifs immobiliers et financiers constituant son patrimoine conforme à une politique de gestion ISR.

4.2. Indicateur de référence

Les objectifs de gestion de la SPPICAV supposant une sélection discrétionnaire et évolutive des actifs, notamment des Actifs Immobiliers, en fonction de leur performance estimée sur son horizon de gestion de long terme, il ne peut être retenu d'indicateur de référence pertinent pour la SPPICAV.

4.3. Stratégie d'investissement

4.3.1. STRATÉGIE D'INVESTISSEMENT GLOBALE DE LA SPPICAV

La stratégie d'investissement globale de la SPPICAV consiste à constituer un portefeuille diversifié d'actifs au travers de trois poches :

1. une poche immobilière investie en Actifs Immobiliers, détenus directement ou indirectement ;
2. une poche financière investie principalement en actions de foncières cotées (visées à l'article L. 214-36 4° du Code Monétaire et Financier), et en actions, obligations et parts ou actions d'OPCVM et de FIA, orientées notamment vers le secteur immobilier (les « **Actifs Financiers** ») ;
3. une poche de liquidités réglementaires sous forme de cash ou investie dans des comptes à terme ou produits du marché monétaire (les « **Liquidités** »).

L'allocation de l'actif de la SPPICAV respecte les ratios suivants :

A) Immobilier direct et indirect non coté ⁽¹⁾ :	Minimum de 51% de l'actif de la SPPICAV, avec une cible à 65% de l'actif de la SPPICAV
B) Immobilier direct et indirect non coté + actions de foncières cotées ⁽¹⁾	Minimum de 60% de l'actif de la SPPICAV
C) Actifs Financiers	Maximum 44% de l'actif de la SPPICAV
D) Liquidité ⁽²⁾	Minimum 5% de l'actif de la SPPICAV

(1) Au sens des articles L. 214-37 1° et R. 214-89 I et II du Code Monétaire et Financier.

(2) Au sens des articles L. 214-37 2° et R. 214-100 du Code Monétaire et Financier.

Conformément à la réglementation, les ratios A) B) et C) exposés ci-dessus sont respectés le 30 juin et le 31 décembre de chaque exercice, à l'issue d'une période de 3 ans à compter de l'immatriculation de la SPPICAV.

Le ratio D) quant à lui doit être respecté à tout moment à compter de l'immatriculation de la SPPICAV.

Étant précisé qu'en cas de crise de liquidité ou de retournement du marché immobilier, la poche immobilière pourrait mécaniquement atteindre 95% de l'actif de la SPPICAV.

Les investissements sous-jacents à ce produit financier ne prennent pas en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental.

Le Fonds promeut des caractéristiques environnementales telles que décrites à l'article 8 du Règlement SFDR. Toutefois, le Fonds ne s'engage pas à réaliser des investissements durables et ne prend pas en compte les critères de l'UE pour les activités économiques écologiquement durables au sens du règlement (UE) 2020/852 du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables (le « Règlement Taxonomie ») et l'alignement de son portefeuille sur ce règlement sur la taxonomie n'est pas calculé. Par conséquent, le principe de « ne pas nuire de manière significative » (Do Not Significant Harm) ne s'applique à aucun des investissements de ce Fonds.

Le fonds dispose du label ISR.

4.3.2. STRATÉGIE ADOPTÉE SUR LA POCHÉ IMMOBILIÈRE NON COTÉE (IMMOBILIER DIRECT ET INDIRECT NON COTÉ)

L'objectif de la Société de Gestion est d'acquérir des immeubles majoritairement résidentiels, sélectionnés en considération de leur typologie et de leur localisation, et offrant selon son analyse un couple rendement/risque attractif sur le marché immobilier considéré.

L'allocation de la poche immobilière non cotée représente au minimum 51% de l'actif de la SPPICAV, avec une cible à 65% de l'actif de la SPPICAV.

Si les Actifs Immobiliers constituant la poche immobilière représentent moins de 60% de l'actif de la SPPICAV, alors les Actifs Financiers doivent comprendre des actions de sociétés foncières cotées dans une proportion telle que la somme de la valeur des Actifs Immobiliers et de la valeur des actions des sociétés foncières cotées est au moins égale à 60% de l'actif de la SPPICAV.

La poche immobilière non cotée est investie de manière directe ou indirecte (via des parts ou actions de sociétés à prépondérance immobilière non cotées) telle que décrit ci-après :

1. à hauteur au minimum de 51% de l'actif de la SPPICAV, avec une cible à 65% de l'actif de la SPPICAV :
 - a. dans tous types d'immeubles de type résidentiel, notamment, sans que cette liste soit exhaustive :
 - i. dans tous logements à loyer libre, logements intermédiaires et sociaux ;

- ii. et/ou dans tous types de résidences gérées pour séjours courts et /ou longs (hôtels, résidences étudiantes, résidences seniors, résidences de tourisme et d'affaires, coliving, EHPAD, cliniques, campings, stockage pour particuliers/self storage...);
- b. et/ou dans tous types d'immeubles transformables en immobilier résidentiel relevant du 1.a. ci-avant ;
- c. les actifs relevant du 1.a. et du 1.b. ci-dessus sont localisés :
 - i. en France ;
 - ii. et/ou, dans et autour des grandes métropoles de la Zone Euro (hors France), ainsi que dans des villes secondaires et des villes littorales, balnéaires ou bénéficiant d'une forte fréquentation touristique de la même zone, lorsqu'elles seront jugées pertinentes selon l'analyse de la Société de Gestion.
- 2. jusqu'à 20% maximum de l'actif de la SPPICAV, dans des immeubles de commerces et de bureaux, notamment dans le cas d'achats en bloc d'immeubles mixtes à dominante résidentielle ou de tous types d'immeubles transformables en immobilier résidentiel, comportant de tels lots (par exemple dans les premiers étages/niveaux).
- 3. jusqu'à 10% maximum de la valeur de l'actif de la SPPICAV dans des parts ou actions de sociétés à prépondérance immobilière non contrôlées.
- 4. jusqu'à 10% maximum de la valeur de l'actif de la SPPICAV dans des parts ou actions d'organismes de placement collectif immobilier et/ou de leurs équivalents étrangers.

Les Actifs Immobiliers sont sélectionnés suivant leur capacité, selon l'analyse de la Société de Gestion, à générer une performance positive sur le long terme provenant de flux locatifs réguliers, et/ou d'un potentiel de valorisation pouvant notamment résulter :

- de la mise en œuvre de travaux ;
- et/ou de la création de surfaces supplémentaires ;
- et/ou de l'amélioration de la situation locative ;
- et/ou de l'augmentation ponctuelle de l'attrait des investisseurs pour une sous-classe d'actifs spécifique ;
- et/ou de la valorisation de la localisation ;
- et/ou d'une décote à l'acquisition.

La SPPICAV cherche à investir dans des Actifs Immobiliers situés dans des zones à forte pression démographique, notamment dans et autour de grandes métropoles, dans des localisations bien desservies par les transports routiers et en commun (ou bénéficiant de projets d'amélioration de leur desserte en transports en commun), et dans et autour de villes et métropoles secondaires présentant des attraits particuliers (culture, enseignement supérieur, tourisme, pôles économiques et bassins d'emploi dynamiques, gares TGV ou équivalents...).

La SPPICAV peut acquérir, directement ou indirectement, en vue de leur location, des meubles meublants, des biens d'équipement ou tous les biens meubles affectés aux immeubles détenus et nécessaires au fonctionnement, à l'usage ou à l'exploitation de ces derniers par un tiers.

La SPPICAV peut acquérir des parts ou actions d'organisme de placement collectif immobilier, d'organisme professionnel de placement collectif immobilier, et des parts, actions ou droits détenus dans des organismes de droit étranger ayant un objet équivalent, quelle que soit leur forme.

Ces organismes pourront, sans que ce soit une obligation, être gérés par une société du groupe d'appartenance de la Société de Gestion ou une société liée.

La SPPICAV pourra réaliser des co-investissements contrôlés ou non contrôlés aux côtés d'organismes, sociétés ou entités détenus ou gérés par une société du groupe Tikehau Capital ou une société liée.

Les investissements porteront sur des immeubles entiers ou des lots de copropriété ou de volume, détenus en pleine propriété ou de manière indivise, existants ou achetés en état futur d'achèvement (VEFA) ou de rénovation, et tous droits réels portant sur de tels Actifs Immobiliers.

La SPPICAV n'a pas pour stratégie d'acquérir des immeubles dans le but exclusif de les revendre. Néanmoins, en cas d'opportunité ou de nécessité, notamment pour faire face à des demandes de rachats ou afin de limiter les risques auxquels elle est exposée, la SPPICAV pourrait être amenée à céder certains de ses Actifs Immobiliers.

Tous les ratios mentionnés dans ce chapitre sont respectés le 30 juin et le 31 décembre de chaque exercice, à l'issue d'une période de 3 ans à compter de l'immatriculation de la SPPICAV.

Stratégie d'investissement socialement responsable (ISR)

La stratégie d'investissement vise à intégrer une démarche d'immobilier durable en déployant des critères environnementaux, sociétaux et de gouvernance (ESG) d'une part dans la stratégie d'investissement et d'autre part dans la stratégie de gestion des actifs selon la méthode dite « Best-In-Progress ».

SOLIVING travaille à développer l'habitat connecté aux transports en commun et proche des commerces et des services en se positionnant dans des zones à forte demande locative et en accompagnant l'acte d'habiter tout au long de la vie, de l'étudiant au senior en passant par le logement libre, intermédiaire, social ainsi que le coliving et l'hôtellerie, en prenant en compte les enjeux environnementaux par la performance énergétique et l'implication des parties prenantes.

Une partie du parc résidentiel libre sera proposée en priorité à des occupants ayant un accès au logement plus compliqué comme les étudiants, les seniors ou les locataires éligibles à la garantie Visale. Parallèlement à chaque rénovation d'immeuble une étude sera effectuée en vue d'améliorer ses performances énergétiques et son niveau de DPE.

L'intégration de ces objectifs dans la gestion et l'investissement de SOLIVING pourra entraîner des investissements supplémentaires. Néanmoins, l'intégration des investissements inhérents aux critères en amont (démarches d'acquisition) et en aval (gestion d'actif) permettra d'assurer une meilleure résilience du patrimoine sur le moyen et long terme, et donc de préserver sa valeur.

Aussi, la stratégie de prise en compte des critères ESG et Climat s'intègre tout au long du cycle de vie de la SPPICAV :

- Au stade pré-investissement :
 - Application de la politique d'exclusion définie au niveau de la société de gestion ;
 - Analyse des risques et opportunités ESG/Climat à travers des grilles propriétaires et/ou avec le support de prestataires externes ;
 - Intégration d'une clause ESG dans la documentation légale des investissements.
- Lors du suivi des investissements :
 - Suivi des critères ESG/Climat du portefeuille d'actif immobilier, au travers d'outils propriétaires et/ou dès que possible, engagement avec les parties prenantes afin d'encourager une amélioration de la performance ESG.

L'intégration de cette démarche extra-financière se structure autour d'objectifs saillants pour chacun des piliers suivants :

Pilier Environnement

- Objectif principal de diminution de l'empreinte environnementale du bâtiment :
 - En mettant en place des dispositifs et équipements permettant de réduire les consommations énergétiques ;
 - En mettant en place des dispositifs de réduction des consommations d'eau.

Pilier Social

- Objectif de contribution au besoin d'hébergement :
 - En privilégiant les zones tendues pour le logement classique ;
 - En favorisant l'accès au logement pour les étudiants, les seniors ou encore les bénéficiaires du dispositif VISALE.
- Objectif d'intégration des attentes des utilisateurs :
 - En privilégiant les actifs proches de transports publics ;
 - En privilégiant les actifs proches des aménités (commerces, services publics...).
- Objectif de fournir un bon niveau de confort de logement :
 - En offrant un bon niveau d'aménagement intérieur des logements (salles de bains et cuisines aménagées, protections solaires...)
 - En privilégiant des immeubles avec un espace extérieur ;
 - En favorisant la mise en place d'espaces et de services communs au sein du bâtiment.

Pilier Gouvernance

- Objectif principal d'intégrer une vision vertueuse sur le long terme vis-à-vis de nos actifs et de nos parties prenantes :
 - Contribuer à la prise de conscience des parties prenantes pour les encourager à agir de manière durable :
 - En développant des guides de gestes écoresponsables à destination des occupants ;
 - En intégrant une charte ESG avec les syndicats ou gestionnaires techniques des bâtiments ;
 - En déployant une charte fournisseur responsable à l'adresse des prestataires de nos actifs.
 - Anticiper la résilience des actifs face au changement climatique :
 - En suivant l'exposition des actifs aux risques climatiques ;
 - En définissant des plans d'action d'adaptation aux risques climatiques.

La pondération retenue entre les différents piliers montre la volonté de mettre tout particulièrement l'accent sur le social pour ce fonds :

Pilier	Pondération retenue
Environnement	30%
Social	50%
Gouvernance	20%

Pour conduire cette démarche, une note de performance ESG sur 100 est affectée à chacun des actifs immobiliers de SOLIVING. Les actifs situés sous la note seuil définie par SOLIVING devront faire l'objet d'un plan d'action d'amélioration, pour leur permettre d'augmenter leur note ESG initiale dans le délai des trois ans prévus par le Référentiel du Label ISR¹ appliqué à l'immobilier.

La collecte des données s'effectue via un audit technique, complété par un inventaire détaillé et quantifié. Pour les critères non identifiés, la collecte des informations est réalisée par des bureaux d'études techniques spécialisés. Ces données sont mises à jour autant que de besoin par les équipes de la société de gestion. Cette mise à jour pourra s'effectuer à l'occasion de travaux effectués sur les actifs mais également lors d'audit de certification en exploitation ou toute autre initiative.

Les actifs situés en dessous de la note seuil lors de leur acquisition ou lors de l'obtention du label feront l'objet d'un plan d'action d'amélioration permettant de dépasser la note seuil du fonds dans un délai de 3 ans (ou bien de progresser de plus de 20 points sur un total de 100). La note seuil du fonds sera revue lorsque 80% du patrimoine en valeur dépassera la note seuil, et a minima tous les trois ans.

En mettant ainsi à jour la note seuil, la SPPICAV montre un engagement de progression continue à long terme tout en garantissant des résultats tangibles dès les trois premières années.

Conformément au référentiel du label ISR, pour ce qui est de la poche immobilière de la SPPICAV, le champ d'étude peut ne concerner que 90% des actifs immobiliers : cette exception concerne notamment les actifs en cours d'arbitrage et les actifs récemment acquis, bien que d'autres catégories d'actifs puissent rentrer dans ces 10%.

1. Arrêté du 23 juillet 2020, publié au Journal officiel.

Limites méthodologiques

Les principales limites méthodologiques liées à la stratégie d'investissement sont :

- La grille d'analyse ESG interne a été développée avec l'aide d'un prestataire externe (ETHIKET) ;
- L'évaluation des actifs selon les critères ESG est réalisée à partir des informations fournies :
 - En interne : par les Property Managers travaillant sur les actifs considérés et par des visites de terrain ;
 - En externe : via des prestataires externes, notamment les bureaux d'études techniques spécialisés en charge des audits techniques des actifs, la plateforme Deepki et la plateforme Bat-Adapt de l'OID.

Le détail des objectifs, des critères d'évaluation et de leur pondération, ainsi que la méthodologie précise appliquée aux investissements et à la gestion des actifs figurent dans le code de transparence ISR de la SPPICAV disponible auprès de la société de gestion et sur son site internet : www.sofidy.com.

Actifs éligibles	Limites d'investissement
Actifs immobiliers détenus en direct	
<p>- Immeubles mentionnés au 1° du I de l'article L.214-36 du code monétaire et financier :</p> <p>1° immeubles loués ou offerts à la location à la date de leur acquisition par l'organisme ;</p> <p>2° immeubles que l'OPCI fait construire, réhabiliter ou rénover en vue de la location ;</p> <p>3° terrains nus situés dans une zone urbaine ou à urbaniser délimitée par un document d'urbanisme.</p> <p>Les immeubles mentionnés au 2° peuvent être acquis par des contrats de vente à terme, de vente en l'état futur d'achèvement ou de vente d'immeubles à rénover ou à réhabiliter.</p> <p>L'organisme de placement collectif immobilier peut conclure des contrats de promotion immobilière en vue de la construction d'immeubles mentionnés au 2°.</p> <p>- Des meubles meublants, des biens d'équipement ou tous biens meubles affectés aux immeubles détenus par l'OPCI et nécessaires au fonctionnement, à l'usage ou à l'exploitation de ces derniers par un tiers, à titre accessoire.</p> <p>- Les droits réels mentionnés au 1° du I de l'article L.214-36 du code monétaire et financier étant détenus sous les formes suivantes :</p> <p>1° la propriété, la nue-propriété et l'usufruit ;</p> <p>2° l'emphytéose ;</p> <p>3° les servitudes ;</p> <p>4° les droits du preneur d'un bail à construction ou d'un bail à réhabilitation ;</p> <p>5° tout droit réel conféré par un titre ou par un bail emphytéotique à raison de l'occupation d'une dépendance du domaine public de l'État, d'une collectivité territoriale, ou d'un établissement public sur les ouvrages, constructions et installations de caractère immobilier réalisés sur cette dépendance ;</p> <p>6° les autres droits de superficie ;</p> <p>7° tout droit relevant d'un droit étranger et comparable à l'un des droits mentionnés aux 1° à 6°.</p> <p>Les droits détenus en qualité de crédit-preneur afférents à des contrats de crédit-bail portant sur des biens mentionnés au 1° du I de l'article L.214-36 du code monétaire et financier.</p>	Jusqu'à 100 % des actifs de la poche immobilière
Participations immobilières dans des sociétés contrôlées par la SPPICAV	
<p>Les participations directes ou indirectes dans des sociétés mentionnées aux 2° et 3° du I de l'article L.214-36 du code monétaire et financier respectant les conditions suivantes :</p> <p>1° ces sociétés établissent des comptes annuels et des comptes intermédiaires d'une fréquence au moins semestrielle ;</p> <p>2° les immeubles, les droits réels et les droits détenus en qualité de crédit-preneur afférents à des contrats de crédit-bail à l'actif de ces sociétés satisfont aux conditions énoncées aux articles ci-dessus pour les actifs immobiliers détenus en direct ;</p> <p>3° les relations entre l'organisme de placement collectif immobilier et ces sociétés correspondent à l'un des cas suivants :</p> <p>« a) l'organisme de placement collectif immobilier détient directement ou indirectement la majorité des droits de vote dans ces sociétés ;</p> <p>« b) l'organisme de placement collectif immobilier ou sa Société de gestion de portefeuille désigne, pendant deux exercices successifs, la majorité des membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance de ces sociétés. L'organisme de placement collectif immobilier est présumé avoir effectué cette désignation lorsqu'il a disposé au cours de cette période, directement ou indirectement, d'une fraction supérieure à 40 % des droits de vote, et qu'aucun autre associé ou actionnaire ne détenait, directement ou indirectement, une fraction supérieure à la sienne ;</p> <p>« c) l'organisme de placement collectif immobilier ou sa Société de gestion de portefeuille dispose du droit d'exercer une influence dominante sur ces sociétés en vertu d'un contrat ou de clauses statutaires, lorsque le droit applicable le permet ;</p> <p>« d) l'organisme de placement collectif immobilier ou sa Société de gestion de portefeuille exerce l'un des droits ou pouvoirs mentionnés aux a) à c) conjointement avec d'autres organismes mentionnés au 5° du I de l'article L.214-36 du code monétaire et financier qui sont gérés soit par la Société de gestion de portefeuille de l'organisme de placement collectif immobilier, soit, au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce, par une société qui est contrôlée par elle, par une société qui la contrôle ou par une société contrôlée par une société qui la contrôle ;</p> <p>« e) ces sociétés s'engagent, par un accord écrit avec l'organisme de placement collectif immobilier ou sa Société de gestion de portefeuille, à transmettre à la Société de gestion de portefeuille de l'organisme les informations qui lui sont nécessaires, en vue notamment de l'évaluation des actifs et passifs de ces sociétés, au calcul des limites et quotas d'investissement en actifs immobiliers de l'organisme, de la limite d'endettement mentionnée à l'article L.214-39 du code monétaire et financier et à la détermination et la mise à disposition des sommes distribuables par l'organisme, définie à l'article L.214-69 du code monétaire et financier.</p>	Jusqu'à 100 % des actifs de la poche immobilière
Participations immobilières dans des sociétés non contrôlées par la SPPICAV	
<p>L'actif d'une société de placement à prépondérance immobilière à capital variable peut également comprendre des participations directes ou indirectes dans des sociétés à prépondérance immobilière qui ne répondent pas aux conditions fixées aux 2° et 3° de l'article R. 214-83 du code monétaire et financier rappelées à la ligne ci-dessus.</p>	Jusqu'à 20 % des actifs de la poche immobilière
Participations immobilières dans des OPCI, des OPPCI et dans des organismes étrangers ayant un objet équivalent	
<p>Parts, actions ou droits d'organismes de placement collectif immobilier, d'organismes professionnels de placement collectif immobilier et d'organismes étrangers ayant un objet équivalent mentionnés au 5° du I de l'article L. 214-36 du code monétaire et financier.</p>	Jusqu'à 10 % des actifs de la SPPICAV

4.3.3. STRATÉGIE ADOPTÉE SUR LA POCHE FINANCIÈRE

La poche financière représente au maximum 44% de l'actif de la SPPICAV (titres de sociétés foncières cotées comprises). Les titres de sociétés foncières cotées sont présents dans une proportion telle que la somme de la valeur des Actifs Immobiliers et de la valeur des titres des sociétés foncières cotées est au moins égale à 60% de l'actif de la SPPICAV.

La stratégie d'investissement sur la poche financière consiste à constituer un portefeuille d'Actifs Financiers complémentaire à la poche immobilière, avec pour objectifs d'étendre la diversification de la SPPICAV, de maintenir sa liquidité à un bon niveau et de contribuer à sa performance, tout en contrôlant sa volatilité globale.

La poche financière sera exposée à hauteur de 50% au moins de sa valorisation, de manière directe ou indirecte, en titres cotés d'émetteurs liés aux secteurs suivants :

- immobilier résidentiel, y compris segments connexes (stockage pour particuliers, résidences étudiantes, résidences services pour personnes âgées, établissements de santé, services hôteliers, appart hôtels...);
- promotion immobilière ;
- construction et rénovation du patrimoine ;
- fabrication de matériaux utilisés pour la construction et/ou l'entretien du patrimoine immobilier résidentiel ;
- fourniture de services autour de la construction et/ou l'entretien et/ou la gestion et/ou la certification et/ou le suivi de la performance du patrimoine immobilier résidentiel ;
- fourniture de produits et/ou de services œuvrant dans un contexte de densification croissante des métropoles, notamment autour des thèmes de la mobilité, des communications, de l'énergie, des transports, du bien-être en ville...

Le reste de la poche financière peut être investi dans d'autres secteurs d'activité.

Les actifs éligibles à la poche financière sont :

- les titres financiers admis aux négociations sur un marché « réglementé ou organisé », tels que des actions cotées et/ou des obligations cotées de sociétés (et ce inclus les titres de sociétés foncières cotées) ; et/ou
- les parts ou actions d'Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières (OPCVM) européens et/ou de Fonds d'Investissements Alternatifs (FIA) non immobiliers.

Les actifs éligibles à la poche financière sont sélectionnés en conformité avec le programme d'activité de la Société de Gestion.

La SPPICAV pourra être soumise à un risque de change portant sur les actifs financiers libellés en devises européennes hors zone Euro (par exemple et sans que cette liste soit limitative : livre sterling, couronne norvégienne, couronne danoise, couronne suédoise et franc suisse), en US Dollar et en dollar canadien. Les actifs financiers soumis au risque de change représenteront au maximum 10% de l'actif de la SPPICAV.

La SPPICAV peut investir jusqu'à 40% de son actif en parts ou actions d'OPCVM ou de FIA gérés par la Société de Gestion ou toute société liée.

Tous les ratios mentionnés dans ce chapitre sont respectés le 30 juin et le 31 décembre de chaque exercice, à l'issue d'une période de 3 ans à compter de l'immatriculation de la SPPICAV.

Stratégie d'investissement socialement responsable (ISR)

Sofidy applique une stratégie d'investissement responsable dans une optique de création de performance financière durable sur le long terme. Pour Sofidy, favoriser des émetteurs avec de bonnes pratiques permet également de réduire les risques sur la durée d'investissement, selon la méthode dite « Best-In Class ».

Le filtre ESG « best-in-class » permet d'exclure les entreprises les moins bien notées en matière de critères ESG. Pour l'application de cette approche, Sofidy utilise la recherche d'une agence de notation extra-financière reconnue. Les entreprises sont catégorisées par sous-secteur et au sein de chacun des sous-secteurs, les 20% des valeurs les moins vertueuses (c'est-à-dire les moins bien notées) sont exclues.

Cette approche, permet à la fois d'éliminer tout biais sectoriel lié à la stratégie du fonds et d'assurer une approche d'amélioration de la note ESG par rapport à son univers d'investissement.

Parmi les critères pris en compte par l'agence de notation extra-financière dans la notation ESG de l'univers, peuvent être cités par exemple :

- Environnement : impact carbone des activités, utilisation des sols et biodiversité, émission et gestion des déchets.
- Social : santé et sécurité des collaborateurs, relations avec les communautés locales.
- Gouvernance : l'éthique des affaires et les risques de corruption.

Afin de s'assurer du bon respect des objectifs de la politique d'investissement responsable, Sofidy s'assure qu'au moins 90% de l'univers d'investissement et de la poche financière, en termes de nombre de lignes, fait l'objet d'une notation ESG.

Dans la limite de maximum 10% de l'actif total, l'OPCI pourra sélectionner des valeurs non couvertes par l'analyse de notre prestataire.

La prise en compte de critères ESG est étroitement liée à la stratégie des fonds actions, et sert à valider l'éligibilité des entreprises aux fonds. À l'issue du processus de sélection des titres, la poche financière doit présenter une note de risque ESG moyenne significativement meilleure à celle de l'ensemble des titres notés par le prestataire externe Sustainalytics dans leurs univers thématiques d'investissement.

Le caractère ESG est ainsi pris en compte au niveau du titre détenu mais également au niveau du portefeuille dans sa globalité.

Les enjeux matériels pris en compte par Sustainalytics, qui peuvent être intégrés dans la notation en fonction de l'exposition d'une société, comprennent :

- L'éthique des affaires et la corruption ;
- L'impact social et environnemental des produits ;
- Les relations avec les communautés locales ;
- La gestion du capital humain ;

- La santé et la sécurité des collaborateurs ;
- L'impact carbone des activités ;
- L'utilisation des sols et biodiversité ;
- L'émission et gestion des déchets ;
- Les droits de l'Homme (employés et fournisseurs) ;
- La sécurité et la confidentialité des données.

Sustainalytics fonde également sa notation sur une analyse de la gouvernance de l'entreprise en prenant comme indicateurs notamment la structure du conseil d'administration, les politiques de rémunération, la qualité et l'intégrité du conseil, la composition de l'actionnariat et l'exhaustivité des rapports financiers.

Sofidy a mis en place des grilles d'analyse de risque ESG propriétaires, spécialement adaptées aux thématiques des fonds. Chaque investissement doit être au préalable validé par une notation interne issue de la grille ESG afin de s'assurer qu'il respecte bien les objectifs de la politique d'investissement responsable, et notamment une notation qui surperforme une note-seuil établie par Sofidy.

Dans le cas où un titre ne respecterait plus les critères d'investissement précédemment fixés en raison d'un changement de stratégie ou d'une controverse, la position sur l'émetteur sera cédée dans le meilleur intérêt des porteurs de parts.

Limites méthodologiques

Les principales limites méthodologiques liées à la stratégie d'investissement sont :

- Le recours à une agence de notation extra-financière externe (Sustainalytics) : les équipes de gestion prennent en compte la note de risque ESG établie par une agence de notation extra-financière reconnue. Le recours à cette agence peut conduire à un manque de transparence et d'exhaustivité sur les indicateurs retenus pour l'évaluation ESG des émetteurs, des délais dans la mise à jour des informations que l'équipe de gestion ne contrôle pas, et des difficultés pour contrôler la pertinence et la qualité des notations ;
- L'investissement dans des valeurs non couvertes par l'analyse de l'agence de notation extra-financière externe : cette possibilité ne concerne qu'au maximum 10 % de la poche financière du fonds, en termes d'actif net et de nombre de lignes ;
- La grille d'analyse ESG interne a été développée avec l'aide d'un prestataire externe (INDEFI), qui a notamment fourni une partie des sources utilisées pour évaluer les risques sectoriels. Les mêmes limites méthodologiques liées au recours à ce prestataire externe, telles que définies ci-dessus, s'appliquent également à la grille d'analyse ESG interne.

Enfin, la Société de Gestion s'engage à identifier les potentiels impacts négatifs de ses investissements en conformité avec le règlement européen 2019/2088 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers, à l'exception des indicateurs relatifs à la biodiversité pour lesquels elle n'est pas en mesure de collecter et d'exploiter les données. Le principal impact négatif qui a été retenu est celui de la contribution des investissements au changement climatique. Dans ce cadre, un bilan carbone est réalisé annuellement au niveau du Fonds pour la poche financière. Les autres impacts négatifs retenus par le Fonds et les résultats des analyses seront communiqués annuellement dans les rapports ESG.

Les détails sur les critères ESG retenus ainsi que la méthodologie précise appliquée aux investissements et à la gestion des actifs figurent dans le code de transparence ISR de la SPPICAV disponible auprès de la société de gestion et sur son site internet : www.sofidy.com.

4.3.4. STRATÉGIE ADOPTÉE SUR LA POCHÉ DE LIQUIDITÉS

Afin de faire face aux demandes de rachats, la SPPICAV constitue une poche de liquidités. La poche de liquidités représente au minimum 5 % de l'actif de la SPPICAV.

Hors circonstances exceptionnelles et cas de forte collecte, la Société de Gestion souhaite maintenir cette poche autant que possible à un pourcentage proche de 5 %. Toutefois, durant les trois premières années d'existence du fonds ou en cas de forte collecte, cette poche pourra être supérieure à l'allocation cible énoncée précédemment compte tenu des délais inhérents à l'investissement des capitaux collectés.

Tout instrument du marché monétaire est éligible à la poche de liquidités. Il s'agit précisément :

- 1) de dépôts (par exemple des certificats de dépôt) satisfaisant aux quatre conditions suivantes :
 - a) ils sont effectués auprès d'un établissement de crédit avec lequel est passée une convention écrite, et dont le siège est établi dans un État membre de l'Union Européenne ou partie à l'accord sur l'Espace économique européen, ou dans un autre État, dans la mesure où cet établissement est soumis à une surveillance prudentielle et respecte un des critères prévus aux **b** à **d** du 3° du I de l'article R. 214-32-20 du Code Monétaire et Financier ;
 - b) leur terme est inférieur ou égal à douze mois ;
 - c) ils peuvent être remboursés ou retirés à tout moment à la demande de la SPPICAV ;
 - d) la somme versée en réponse à une demande de remboursement, diminuée des éventuels frais ou pénalités de remboursement anticipé, mais augmentée des intérêts éventuels, est au moins égale à la valeur initiale du dépôt ;
- 2) d'instruments financiers à caractère liquide (par exemple des parts d'OPCVM « monétaires court terme » et « monétaires ») que sont :
 - a) les bons du Trésor ;
 - b) les instruments du marché monétaire habituellement négociés sur un marché monétaire, qui sont liquides et dont la valeur peut être déterminée à tout moment, dont la rémunération ne dépend pas, directement ou indirectement, de la valeur d'un ou plusieurs contrats financiers ;
 - c) les obligations négociées sur un marché réglementé qui sont émises ou garanties par un État membre de l'OCDE, par les collectivités territoriales d'un État membre de l'Union européenne ou partie à l'accord sur l'Espace économique européen, ou par un organisme international à caractère

public dont un ou plusieurs États membres de l'Union européenne ou parties à l'accord sur l'Espace économique européen font partie ou qui sont émises par la caisse d'amortissement de la dette sociale.

3) les parts ou actions d'OPCVM et de FIA qui satisfont aux deux conditions suivantes :

- a) être des OPCVM de droit français ou des fonds d'investissement à vocation générale, ou des OPCVM de droit étranger agréés conformément à la directive européenne dite « OPCVM IV » ;
- b) être investis et exposés à plus de 90% de leur actif net sur des titres mentionnés aux a) à c) du 2) ci-dessus, sur des dépôts effectués auprès d'établissements de crédit français ou étrangers, ou sur des liquidités,

4) des liquidités (par exemple la trésorerie disponible sur le compte bancaire de la SPPICAV) que sont :

- a) les dépôts à vue effectués auprès du Dépositaire de la SPPICAV, qui :
 - peuvent être remboursés ou retirés à tout moment à la demande de la SPPICAV ;
 - dont la somme versée en réponse à une demande de remboursement, diminuée des éventuels frais ou pénalités de remboursement anticipé, mais augmentée des intérêts éventuels, est au moins égale à la valeur initiale du dépôt ;
 - et dont la rémunération ne dépend pas, directement ou indirectement, de la valeur d'un ou plusieurs instruments financiers à terme. Ces dépôts à vue sont effectués par la SPPICAV dans la stricte limite des besoins liés à la gestion de ses flux ;
- b) et les créances d'exploitation de la SPPICAV.

Les dépôts à terme susvisés effectués auprès d'un même établissement de crédit ne peuvent représenter plus de 20% de l'actif de la SPPICAV, sauf si cet établissement est le Dépositaire de la SPPICAV.

Les Liquidités contribuent à l'objectif de gestion en ce qu'ils sont mobilisables rapidement pour faire face à un certain niveau de demandes de rachats (dans la limite de la poche de liquidités elle-même) lorsque celles-ci ne sont pas suffisamment couvertes par de nouvelles souscriptions concomitantes.

La Société de Gestion gère les Liquidités de la SPPICAV. Elle s'interdit de constituer toute sûreté, garantie, collatérale ou charge de toute nature équivalente sur les Liquidités telles que définies au présent paragraphe.

4.3.5. RECOURS AUX PRODUITS DÉRIVÉS

La Société de Gestion n'aura pas recours aux produits dérivés.

4.3.6. STRATÉGIE DE FINANCEMENT ET SÛRETÉS

Conformément à l'article R. 214-103 du Code Monétaire et Financier, la SPPICAV peut avoir recours à des emprunts bancaires ayant pour objet de financer l'acquisition d'Actifs Immobiliers, la rénovation, la réhabilitation ainsi que la réalisation de travaux éventuels sur les Actifs Immobiliers, ainsi qu'à titre accessoire, l'acquisition, directement ou indirectement, en vue de leur location, des meubles meublants, des biens d'équipement ou tous biens meubles affectés aux immeubles détenus et nécessaires au fonctionnement, à l'usage ou à l'exploitation de ces derniers par un tiers.

Le ratio maximum d'endettement de la SPPICAV, direct et indirect, bancaire et non bancaire, est à tout moment inférieur ou égal à 40% de la valeur des Actifs Immobiliers, opérations de crédit-bail immobiliers incluses.

Considérant ce ratio, l'effet de levier maximal, au sens de la Directive 2011/61/UE du Parlement européen et du Conseil du 08/06/2011 du règlement délégué (UE) n°231/2013 de la Commission européenne du 19/12/2012, s'élève à 1,6 selon la méthode brute et 1,6 selon celle de l'engagement, dans l'hypothèse extrême où la poche immobilière constituerait 95% de l'actif de la SPPICAV.

Les établissements de crédit sollicités pour ces emprunts seront des établissements de crédit dont le siège est établi dans un État membre de l'Union Européenne ou partie à l'accord sur l'Espace économique européen ou dans un État membre de l'Organisation de coopération et de développement économique.

La SPPICAV peut également recourir à des prêts d'actionnaires ou avances en compte courant pour financer les opérations détaillées ci-dessus.

La SPPICAV peut, en conformité avec la réglementation, effectuer de façon non permanente des emprunts d'espèces limités à 10% de ses Actifs Financiers. Une position débitrice peut exister, dans le cadre du plafond de 10%, en raison notamment des opérations liées aux flux de la SPPICAV (investissements et désinvestissements en cours, opérations de rachats).

Dans le cadre des emprunts souscrits par la SPPICAV, cette dernière pourra consentir toute sûreté sur ses actifs, et notamment sur les revenus présents ou futurs et les droits de créances lui appartenant ou les actifs dont elle est propriétaire. La SPPICAV pourra également consentir des sûretés réelles ou personnelles en garantie des emprunts souscrits par ses filiales visées au 2° et 3° du I de l'article L. 214-36 du Code Monétaire et Financier.

Pour mémoire, les Liquidités libres de toute garantie représentent au moins 5% de l'actif de la SPPICAV.

4.3.7. COMPTES COURANTS, DÉLIVRANCES DE GARANTIES ET CAUTIONS

La SPPICAV peut consentir des avances en compte courant aux sociétés dans lesquelles elle détient une participation dans les conditions et limites prévues par la loi.

Elle peut également accorder des avances à des participations non contrôlées au sens du 3° de l'article R. 214-83 du Code Monétaire et Financier dans la limite de 10% de l'actif de la SPPICAV (article R. 214-119 du Code Monétaire et Financier).

La SPPICAV peut consentir des garanties et cautions nécessaires à la conduite de son activité. Dans le cadre des emprunts souscrits par la SPPICAV et les sociétés détenues, directement ou indirectement, par la SPPICAV, la SPPICAV pourra octroyer toutes sûretés et garanties telles qu'hypothèques, cessions de créances (notamment de loyers) à titre de garantie (cessions « Daily » relevant des articles L. 214-41 et suivants du Code monétaire et financier), nantissements de comptes et de créances et cautionnements, sous réserve de l'autorisation préalable du Président de la SPPICAV.

4.4. Profil de risque

Votre argent est principalement investi dans des Actifs Immobiliers et des instruments financiers sélectionnés par la Société de Gestion. Ces instruments connaîtront les évolutions et les aléas des marchés.

4.4.1. RISQUES GÉNÉRAUX

4.4.1.1. Risques liés à l'absence de garantie

Ce risque peut être ainsi décomposé :

- Risque de perte en capital : la SPPICAV n'offre aucune garantie de protection en capital. L'investisseur est averti que son capital n'est pas garanti et peut ne pas lui être restitué ou ne l'être que partiellement. Les investisseurs ne devraient pas réaliser un investissement dans la SPPICAV s'ils ne sont pas en mesure de supporter les conséquences d'une telle perte.
- Risque lié à la gestion discrétionnaire : le style de gestion appliqué au fonds repose sur l'anticipation de l'évolution des différents marchés et/ou sur la sélection des actifs. Il existe un risque que la SPPICAV ne soit pas à tout moment investie sur les marchés ou sur les actifs les plus performants. La performance de la SPPICAV peut être inférieure à l'objectif de gestion. L'évolution de la Valeur Liquidative de la SPPICAV peut avoir une performance négative.

4.4.1.2. Risques liés au recours à l'endettement

La SPPICAV peut avoir recours à l'endettement pour le financement de certains de ses Actifs Immobiliers, dans les conditions indiquées au 4.3.6. Dans ces conditions, les fluctuations du marché immobilier peuvent réduire de façon importante la capacité de la SPPICAV à rembourser sa dette.

Par ailleurs, les fluctuations du marché du crédit peuvent réduire les sources de financement de la SPPICAV et augmenter sensiblement son coût.

L'effet de levier a pour effet d'augmenter la capacité d'investissement de la SPPICAV mais également les risques de perte et de baisse de la Valeur Liquidative.

4.4.2. RISQUES LIÉS À LA STRATÉGIE D'INVESTISSEMENT

4.4.2.1. Gestion des risques inhérents au règlement Européen (UE) 2019/2088 dit Sustainable Finance Disclosure (SFDR)

4.4.2.1.1. Manière dont les risques en matière de durabilité sont intégrés dans les décisions d'investissement

La SPPICAV est exposée à des risques en matière de durabilité définis comme tout événement ou situation liés à l'environnement, à la société ou à la gouvernance (« ESG »), qui, s'ils se produisent, peuvent avoir un impact négatif important, réel ou potentiel, sur les revenus générés par l'investissement et/ou sa valeur.

L'activité d'investissement et de gestion immobilière est exposée à certains risques de durabilité, notamment liés au changement climatique et à l'altération de l'environnement. Ces transformations peuvent impacter le bâtiment, ses utilisateurs présents et futurs, mais aussi la réputation de la SPPICAV.

4.4.2.1.1.1. Facteurs de risques en matière de durabilité

4.4.2.1.1.1.1. Risques physiques liés au changement climatique

Les risques physiques extrêmes ont un impact à moyen terme sur l'investissement immobilier. Ils se matérialisent par des catastrophes naturelles qui augmentent en fréquence et en intensité (tempêtes, grêle, incendies, inondations, vague de chaleur, de froid). Ces phénomènes amplifient l'usure du bâtiment et peuvent causer des dommages structurels au patrimoine immobilier détenu par la SPPICAV.

Les risques physiques chroniques ont un impact à plus long terme et peuvent se traduire par des phénomènes irréversibles d'augmentation des températures ou de montée des eaux. Ces facteurs fragilisent l'attractivité d'un bâtiment localisé dans un tel environnement, tant au niveau du confort des utilisateurs que pour de futurs acquéreurs.

4.4.2.1.1.1.2. Risques liés à la perte de biodiversité

Le bâtiment peut avoir un impact négatif sur la biodiversité. Un bâtiment construit peut modifier le fonctionnement de l'écosystème local et fragiliser les continuités écologiques terrestres et aquatiques au travers de l'artificialisation des sols.

4.4.2.1.1.1.3. Risques de transition aux évolutions induites par la transition écologique

La transition écologique permet de renforcer et d'approfondir le cadre réglementaire sur différents objectifs environnementaux : l'atténuation du changement climatique, l'adaptation au changement climatique, l'utilisation durable et la protection des ressources aquatiques et marines, la transition vers une économie circulaire, la prévention et la réduction de la pollution ou encore la protection et la restauration de la biodiversité et des écosystèmes. L'évolution du cadre réglementaire peut entraîner une obsolescence précoce des Actifs Immobiliers de la SPPICAV, l'industrie immobilière étant exposée aux enjeux climatiques en contribuant notamment à l'émission de gaz à effet de serre.

4.4.2.1.1.1.4. Risques de contentieux et de responsabilité liés aux facteurs environnementaux

Le risque d'atteinte à la réputation de la Société de Gestion est majeur en cas de non-respect de la réglementation environnementale.

4.4.2.1.1.2. Prise en compte des facteurs de risques en matière de durabilité dans les décisions d'investissement

À ce jour, la prise en compte des facteurs de risques en matière de durabilité dans les décisions d'investissements est jugée non pertinente. La SPPICAV a été constituée dans le but d'acquérir un patrimoine immobilier locatif conforme à sa politique d'investissement. Dans l'exécution de cette politique, la Société de Gestion peut diligenter des audits techniques et environnementaux dont les résultats sont systématiquement pris en compte dans le cadre de la décision d'investissement et peuvent, en cas de non-conformités graves, remettre en question le projet d'acquisition concerné.

Pour autant, les risques de durabilité tels qu'ils sont envisagés par la réglementation actuelle ne sont pas pris en considération dans la décision d'investir autrement que sous l'angle (i) du coût des travaux nécessaires à la mise en conformité de l'Actif Immobilier du fonds à la réglementation

environnementale et l'impact de ce coût sur la rentabilité de l'investissement et/ou (ii) de l'attractivité tant à la commercialisation qu'à la vente de cet Actif Immobilier et l'impact de celle-ci sur sa valeur d'expertise.

4.4.2.1.2. Résultats de l'évaluation des incidences probables des risques en matière de durabilité sur le rendement du fonds

Les risques physiques, extrêmes ou chroniques, peuvent induire une perte de valeur et de rentabilité sur l'Actif Immobilier du fait de coûts opérationnels, de coûts liés aux travaux, et de pertes de loyers due à une augmentation de la vacance locative. Dans ce contexte, la cession de l'actif peut également être rendue plus difficile.

La perte de biodiversité peut rendre nécessaire la réalisation de travaux afin d'y remédier, se traduisant par un impact négatif sur la valeur de l'immeuble tant à la commercialisation qu'à la revente.

Toute nouvelle réglementation environnementale peut conduire la SPPICAV à engager une dépense directe ou indirecte dans le cadre d'une mise en conformité, notamment au travers des travaux ou des nouvelles prestations induites par ces évolutions, qui visent à plus de sobriété et de d'efficacité environnementale.

Toutes ces dépenses, pourraient, le cas échéant, diminuer temporairement les revenus générés par l'investissement et, par conséquent, le rendement de la distribution de l'investisseur.

En raison de la nature des risques de durabilité et de sujets spécifiques tels que le changement climatique, la probabilité que les risques de durabilité aient un impact sur le rendement des produits financiers est susceptible d'augmenter à plus long terme.

Les informations liées au Règlement (UE) 2019/2088 présentées ci-dessus ont été rédigées à partir de projets de standards techniques qui pourront évoluer dans le temps. Dans l'hypothèse d'une évolution, une mise à jour de l'annexe serait réalisée et portée à votre connaissance via le site internet de la Société de Gestion.

4.4.2.2. Risques liés au marché immobilier

Les investissements réalisés directement ou indirectement en immobilier par la SPPICAV sont soumis aux risques inhérents à la détention et à la gestion d'Actifs Immobiliers. De très nombreux facteurs (liés de façon générale à l'économie ou plus particulièrement au marché immobilier) peuvent avoir un impact négatif sur la valeur des actifs ou des participations détenus par la SPPICAV ainsi que sur la Valeur Liquidative.

Les facteurs suivants sont notamment susceptibles d'avoir un impact négatif sur la valeur des actifs et, par conséquent, sur la situation financière et la performance de la SPPICAV :

- risque lié à l'évolution du marché de l'immobilier résidentiel français et étranger : ces marchés peuvent être cycliques et connaître des phases de hausse et de baisse ;
- risque lié à l'évolution du marché locatif des immeubles résidentiels : le prix des loyers peut être cyclique et connaître des périodes de croissance et de décroissance ;
- risque locatif : la rentabilité d'un immeuble est directement liée à sa location ainsi qu'au paiement régulier du loyer ;
- risque lié à la maîtrise des projets de construction / rénovation des actifs : il s'agit d'un risque technique qui peut impacter négativement la valeur des immeubles ;
- risques spécifiques liés aux opérations de développement et de vente en l'état futur d'achèvement : la SPPICAV pourra engager des opérations de développement (contrat de promotion immobilière, contrats de maîtrise d'ouvrage déléguée...) et de vente en état futur d'achèvement (VEFA) qui seront susceptibles de l'exposer aux risques suivants : (i) risques liés à la construction en qualité de maître d'ouvrage, (ii) risque de défaillance du promoteur, maître d'œuvre, entreprises générales, (iii) risques de perception différée dans le temps à compter de l'achèvement de la construction de l'immeuble et de sa location. Les opérations de développement exposent la SPPICAV à un potentiel de baisse de la Valeur Liquidative du fait de la non-perception de loyers, d'une dévalorisation du capital immobilisé ou de contentieux techniques ;
- risque réglementaire et fiscal : l'évolution de la réglementation et de la fiscalité applicables à l'immobilier peut avoir une incidence sur l'évolution du marché ;
- risque de faible dispersion des risques immobiliers : durant la phase de constitution de portefeuille, la SPPICAV peut momentanément être investie dans un nombre restreint d'Actifs Immobiliers, ce qui est susceptible d'impacter défavorablement la Valeur Liquidative ;
- risque de liquidité des Actifs Immobiliers : le marché de l'immobilier offre une liquidité restreinte. Des demandes soutenues de rachat d'Actions de la SPPICAV sur une courte période peuvent avoir une incidence défavorable sur le prix de vente des immeubles qui doivent être cédés dans des délais limités, ce qui est susceptible d'impacter défavorablement la Valeur Liquidative. Ce risque peut être minoré par le mécanisme de suspension des rachats visé à l'article 5.4.2 (c) ;
- risque lié à l'évolution des sociétés non cotées : les investissements de la SPPICAV sont réalisés en partie en titres de participations de sociétés non cotées. En cas de baisse de la valeur de ces participations, la Valeur Liquidative peut baisser.

4.4.2.3. Risques liés aux Actifs Financiers

- Risque de taux :
 - le risque de taux est le risque de dépréciation des instruments de taux (long et/ou court terme, fixe et/ou variable) découlant de la variation des taux d'intérêt. À titre d'exemple, le prix d'une obligation à taux fixe tend à baisser en cas de hausse des taux d'intérêt. La SPPICAV pouvant être investie en instruments obligataires ou titres de créances, en cas de hausse des taux d'intérêt, la valeur des actifs peut baisser, entraînant ainsi une baisse de la Valeur Liquidative ;
 - par ailleurs, la SPPICAV peut demeurer exposée aux fluctuations des taux d'intérêts, à la hausse comme à la baisse si sa dette bancaire est levée, totalement ou en partie, à taux variable. Ainsi, une hausse des taux d'intérêt entraînera une hausse de coût du service de la dette et réduira les résultats de la SPPICAV. Une forte progression du coût de la dette peut générer un impact négatif du levier financier et entraîner une baisse de la Valeur Liquidative.

- Risque de crédit : la baisse de la qualité de crédit d'un émetteur, ou le défaut de ce dernier, peut entraîner la baisse de la valeur des titres de créance sur lesquels est exposée la SPPICAV et peut entraîner une baisse de la Valeur Liquidative ;
- Risque actions : le risque actions est lié au risque de dépréciation des actions ou organismes de placement collectif sur lesquels le portefeuille est exposé. Si le cours des actions ou des parts d'organismes de placement collectif baisse, la Valeur Liquidative de la SPPICAV peut baisser ;
- Risque de change : le risque de change est le risque de baisse des devises d'investissement par rapport à la devise de référence de la SPPICAV, soit l'euro. La fluctuation des monnaies par rapport à l'euro peut avoir une influence positive ou négative sur la valeur de ces actifs.

4.4.2.4. Risque de contrepartie

Le risque de contrepartie est le risque de défaillance d'une contrepartie de marché (pour les Actifs Financiers à terme) ou des locataires (pour les Actifs Immobiliers) conduisant à un défaut de paiement pouvant entraîner une baisse du rendement et/ou de la Valeur Liquidative.

4.4.3. CONSÉQUENCES JURIDIQUES DE L'ENGAGEMENT CONTRACTUEL PRIS À DES FINS D'INVESTISSEMENT

En souscrivant des Actions de la SPPICAV, l'Actionnaire s'engage notamment à apporter les sommes convenues à la SPPICAV selon les instructions de la Société de Gestion en conformité avec le Prospectus et les Statuts de la SPPICAV, et certifie comprendre tous les risques décrits dans le présent Prospectus.

Tout litige découlant de la souscription de l'Actionnaire dans la SPPICAV est en principe du ressort des juridictions commerciales françaises, appliquant la procédure et les principes de droit français. L'attention des Actionnaires est attirée sur le fait que le système judiciaire de la République Française reconnaît la possibilité d'exequatur de décisions judiciaires étrangères dans certains cas, c'est-à-dire permettant leur reconnaissance et leur exécution en France comme si elles y avaient été jugées par une juridiction française.

Il n'appartient pas à la Société de Gestion de garantir les situations dans lesquelles cette procédure d'exequatur est recevable, et recommande aux Actionnaires qui voudraient avoir recours à cette procédure de s'adresser à leur conseiller juridique.

4.5. Garantie ou protection

Il est rappelé que ni le capital investi, ni le niveau de performance ne font l'objet de garantie ou de protection.

4.6. Souscripteurs concernés, profil de l'investisseur type

- Investisseurs en Actions « P » : tous souscripteurs (dont souscripteurs souscrivant directement par compte titre et/ou dans le cadre de contrats d'assurances distribués en unités de compte ou de capitalisation) ;
- Investisseurs en Actions « I » : clients professionnels au sens de la Directive 2014/65/UE mentionnés à l'article L.533-16 du Code Monétaire et Financier ;
- Investisseurs en Actions « GI » : clients professionnels au sens de la Directive 2014/65/UE mentionnés à l'article L.533-16 du Code Monétaire et Financier.

Par exception, les premiers Actionnaires de la SPPICAV, signataires des Statuts au moment de son immatriculation et qui ont la qualité de clients professionnels au sens de la Directive 2014/65/UE (les « Fondateurs ») peuvent souscrire des Actions de chacune des catégories listées ci-dessus pendant les 12 premiers mois de la vie de la SPPICAV. Ils bénéficieront d'un minimum de souscription initial fixé à 10 000 € pour les Actions de catégorie « I » et « GI ». Ce traitement préférentiel est la contrepartie de souscriptions d'un montant significatif lors de la création de la SPPICAV permettant d'amorcer la constitution du portefeuille.

La Société de Gestion, toute société du groupe Tikehau Capital ou toute société liée peut faire partie des Fondateurs.

La durée de placement recommandée pour les Actions « P », les Actions « I » et les Actions « GI » est de huit (8) ans.

Cette SPPICAV est destinée aux investisseurs recherchant une performance liée au secteur immobilier à long terme. La SPPICAV peut être accessible en qualité de support de contrats d'assurances libellés en unités de compte ou de contrats de capitalisation, ou tout autre équivalent, mais également au travers de fonds d'épargne salariale.

Le montant qu'il est raisonnable d'investir dans cette SPPICAV dépend de la situation personnelle de l'investisseur. Pour le déterminer, il doit tenir compte de son patrimoine personnel, de ses besoins actuels et de la durée minimum recommandée de placement mais également de son souhait de prendre des risques ou au contraire de privilégier un investissement prudent. Il est également fortement recommandé de diversifier suffisamment ses investissements afin de ne pas les exposer uniquement aux risques de cette SPPICAV.

L'acquisition d'actions n'est pas possible pour les clients, personnes morales ou physiques, qui en raison de leur nationalité, de leur résidence, de leur siège social, ou de leur lieu d'immatriculation, relèvent d'un droit étranger qui impose à la Société de Gestion des restrictions ou des obligations spécifiques quant à la commercialisation et la promotion de ses produits.

Les informations relatives à la SPPICAV publiées par la Société de Gestion ne constituent en aucune manière une sollicitation en vue de l'achat d'Actions par des ressortissants ou résidents de certains pays, dont notamment les États-Unis d'Amérique.

Aucune des catégories d'Actions de la SPPICAV ne peut être offerte ou vendue directement ou indirectement aux États-Unis d'Amérique (y compris sur ses territoires et possessions), à/au bénéfice d'une « U.S. Person » telle que définie par la réglementation américaine « Regulation S » de la Securities and Exchange Commission « SEC ». Ces restrictions sont décrites à l'article 11.4 ci-après.

5 - ACTIONS DE LA SPPICAV

La Société de Gestion a mis en place un dispositif afin de s'assurer du respect du principe de traitement équitable des Actionnaires.

Sous réserve des spécificités attachées aux Actions « P », aux « Actions « I » et aux Actions « GI » spécifiées à l'Article 5.1, les Actionnaires disposent de droits identiques proportionnels au nombre d'Actions qu'ils possèdent.

5.1. Caractéristiques des Actions

La tenue du passif est assurée par le Dépositaire.

Les droits des Actionnaires sont exprimés en Actions. Chaque Actionnaire dispose de droits financiers sur l'actif et sur les produits de la SPPICAV proportionnels à sa part dans le capital social.

Les Actions sont à droit de vote simple et donnent le droit de voter aux assemblées des Actionnaires. Les Statuts précisent les modalités d'exercice du droit de vote.

Les Actions de la catégorie « P » sont admises en Euroclear France et peuvent être souscrites au porteur et / ou au nominatif, les Actions « I » et « GI » ne sont pas admises en Euroclear et ne peuvent qu'être souscrites au nominatif.

Catégories d'Actions	Code ISIN	Devise	Montant nominal	Minimum de souscription initial	Minimum de souscription ultérieure	Nature juridique de l'Action
Actions P	FR0014006060	EUR	100 €	1 000 €	Néant	Au porteur/ Nominative
Actions I	FR0014006078	EUR	100 €	100 000 €	10 000 €	Nominative
Actions GI	FR0014006052	EUR	100 €	5 000 000 €	1 000 000 €	Nominative

Les Actions peuvent faire l'objet d'une décimalisation au cent-millième (100 000^e).

La Société de Gestion garantit un traitement équitable à l'ensemble des porteurs d'une même catégorie d'Actions de la SPPICAV. Les modalités de souscription et de rachat et l'accès aux informations sur la SPPICAV sont similaires pour l'ensemble des porteurs d'une même catégorie d'Actions de la SPPICAV.

5.2. Valeur Liquidative

La valeur liquidative des Actions de chaque catégorie (la « **Valeur Liquidative** ») est obtenue en divisant la quote-part de l'actif net correspondant à la catégorie des Actions concernées par le nombre d'Actions de cette catégorie. Les souscriptions et les rachats d'Actions doivent pouvoir être effectués sur la base de cette valeur.

La Valeur Liquidative est bimensuelle.

Elle est établie le 15 de chaque mois, à l'exception des samedis, dimanches et jours fériés légaux en France, auquel cas la Valeur Liquidative est établie le Jour Ouvré strictement précédent et le dernier Jour Ouvré de chaque mois (la « **Date d'Établissement de la Valeur Liquidative** »).

Par exception, la Valeur Liquidative à la fin du mois de décembre sera établie le dernier jour calendaire dudit mois, soit le 31 décembre de chaque année, que ce jour soit un Jour Ouvré ou un samedi ou un dimanche ou un jour férié légal en France.

Son calcul et sa publication interviendront le 7^e Jour Ouvré qui suit la date de son établissement, à l'exception des samedis, dimanches et jours fériés légaux en France, auquel cas la Valeur Liquidative est publiée le Jour Ouvré strictement précédent.

Elle est transmise à l'AMF le jour même de sa détermination.

La Valeur Liquidative de la SPPICAV est rendue publique à cette date sur le site internet de la Société de Gestion www.sofidy.com ou sur simple demande auprès de la Société de Gestion.

5.3. Durée de placement recommandée

La durée de placement recommandée pour les Actions « P », les Actions « I » et les Actions « GI » est de huit (8) ans.

5.4. Modalités de souscription et de rachat

5.4.1. Règles applicables aux souscriptions des Actions

5.4.1.1. Modalités de transmission des demandes de souscription

Les demandes de souscription sont centralisées chez le Dépositaire au même moment quelle que soit la catégorie d'Actions. Elles sont exécutées sur la base de la première Valeur Liquidative établie après la Date de Centralisation des Souscriptions (soit à cours inconnu). Les Actions souscrites au nominatif font en outre l'objet d'une précentralisation auprès de la Société de Gestion.

5.4.1.1.1. Pour les Actions souscrites au porteur

Les demandes de souscription sont centralisées chez le Dépositaire et sont exécutées sur la base de la première Valeur Liquidative établie après la Date de Centralisation des Souscriptions (souscription à cours inconnu).

Les demandes de souscription sont reçues au plus tard avant 12 heures (heure de Paris) le jour de la Date d'Établissement de la Valeur Liquidative (la « Date de Centralisation des Souscriptions »).

À titre d'exemple, un Actionnaire souhaitant souscrire des Actions « P » au porteur sur la base de la Valeur Liquidative du 30 novembre 2021, devra faire parvenir sa demande de souscription au Dépositaire au plus tard le 30 novembre 2021 à 12 heures. La Valeur Liquidative du 30 novembre 2021 sera calculée et publiée le 9 décembre 2021 au plus tard.

Si l'ordre de souscription est reçu après ces dates, la souscription sera exécutée sur la Valeur Liquidative suivante.

5.4.1.1.2. Pour les Actions souscrites au nominatif

Les demandes de souscription sont précentralisées par la Société de Gestion, puis centralisées chez le Dépositaire et sont exécutées sur la base de la première Valeur Liquidative établie après la Date de Centralisation des Souscriptions (souscription à cours inconnu).

Les demandes de souscription sont reçues par la Société de Gestion au plus tard avant 12 heures (heure de Paris) un (1) Jour Ouvré avant la Date d'Établissement de la Valeur Liquidative (la « Date de Précentralisation des Souscriptions ») et transmises au Dépositaire au plus tard avant 12 heures le jour de la Date d'Établissement de la Valeur Liquidative (la « Date de Centralisation des Souscriptions »).

À titre d'exemple, un Actionnaire souhaitant souscrire des Actions « P » au nominatif sur la base de la Valeur Liquidative du 30 novembre 2021 devra faire parvenir son ordre de souscription à la Société de Gestion au plus tard le 29 novembre 2021 à 12 heures. Cet ordre sera ensuite transmis par la Société de Gestion au Dépositaire au plus tard le 30 novembre 2021 à 12 heures. La Valeur Liquidative du 30 novembre 2021 sera calculée et publiée le 9 décembre 2021 au plus tard.

Si l'ordre de souscription est reçu après ces dates, la souscription sera exécutée sur la Valeur Liquidative suivante.

5.4.1.1.3. Montant payable

Le montant payable par Action lors de la souscription (« Prix de Souscription ») est égal à la Valeur Liquidative majorée des commissions applicables, mentionnées au paragraphe 5.4.1.6 (Commissions de souscription).

5.4.1.1.4. Délai de transmission des ordres par les commercialisateurs

L'attention des souscripteurs est attirée sur le fait que les ordres transmis à des commercialisateurs autres que les établissements mentionnés ci-dessus doivent tenir compte du fait que l'heure limite de centralisation des ordres s'applique auxdits commercialisateurs vis-à-vis de la Société de Gestion et du Dépositaire. En conséquence, ces commercialisateurs doivent appliquer leur propre heure limite, antérieure à celle mentionnée ci-dessus, afin de tenir compte de leur délai de transmission des ordres à la Société de Gestion en cas de précentralisation et au Dépositaire pour la centralisation.

5.4.1.2. Libération des souscriptions

Les souscriptions des Actions « P », « I » et « GI » sont effectuées en numéraire ou par apport d'actifs éligibles à la SPPICAV après accord exprès préalable de la Société de Gestion.

Les Actions seront intégralement libérées à la souscription. Les Actions portent jouissance au 1er jour calendaire suivant la Date d'Établissement de la Valeur Liquidative. Les nouvelles Actions émises bénéficient des mêmes droits et obligations que les Actions existantes le jour de l'émission.

5.4.1.3. Information en cas de souscriptions importantes

5.4.1.3.1. Déclaration de franchissement du seuil de 10 %

Au moment de la souscription, les investisseurs sont tenus d'informer la Société de Gestion dès lors que leur participation franchit le seuil de 10 % du capital social de la SPPICAV.

Ce seuil de 10 % est apprécié à la date de la souscription en fonction du Nombre Total d'Actions émises par la SPPICAV multiplié par leur valeur nominale, tel qu'il sera indiqué par la Société de Gestion sur le site Internet www.sofidy.com lors de la publication de chaque Valeur Liquidative.

Cette information doit être donnée par l'investisseur par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à la Société de Gestion lors de la souscription.

5.4.1.3.2. Déclaration de franchissement du seuil de 20 %

Au moment de la souscription, les investisseurs sont tenus d'informer la Société de Gestion dès lors que leur participation franchit le seuil de 20 % du capital social de la SPPICAV.

Ce seuil de 20 % est apprécié à la date de la souscription en fonction du Nombre Total d'Actions émises par la SPPICAV multiplié par leur valeur nominale, tel qu'il sera indiqué par la Société de Gestion sur le site Internet www.sofidy.com lors de la publication de chaque Valeur Liquidative.

Cette information doit être donnée par l'investisseur par lettre avec accusé de réception adressée à la Société de Gestion lors de la souscription.

5.4.1.4. Délai de livraison des Actions

Le délai courant de livraison des Actions, soit le délai entre la Date de Centralisation des Souscriptions et la date de livraison des Actions par le Dépositaire, est au maximum de 8 Jours Ouvrés.

Les souscriptions peuvent s'effectuer en nombre entier d'actions ou en montant divisible en cent-millièmes d'Actions.

Le délai de règlement des demandes de souscription en numéraire est au maximum de 8 Jours Ouvrés à partir de la Date de Centralisation des Souscriptions. Chaque intermédiaire ou réseau de distribution peut appliquer son propre délai de règlement qui ne peut excéder les délais précités et il appartient au souscripteur de s'assurer auprès de son intermédiaire financier du respect de ces délais.

À titre d'exemple, un Actionnaire souhaitant souscrire des Actions sur la base de la Valeur Liquidative du 30 novembre 2021 devra faire parvenir son ordre de souscription à la Société de Gestion au plus tard le 29 novembre 2021 à 12 heures en cas de précentralisation ou au Dépositaire au plus tard le 30 novembre 2021 à 12 heures. La Valeur Liquidative du 30 novembre 2021 sera calculée et publiée le 9 décembre 2021 au plus tard. Les Actions seront livrées au plus tard le 10 décembre 2021, date à laquelle le montant de la souscription devra avoir été versé.

5.4.1.5. Suspensions de souscriptions

L'obligation d'émettre des Actions pourra être suspendue sur décision du président de la SPPICAV au plus tard quinze jours avant la date prévue pour la réalisation de l'une des opérations d'apport à la SPPICAV autorisées par les textes en vigueur, notamment par voie de scission, fusion, ou transformation d'une SPPICAV.

Les souscriptions pourront être provisoirement suspendues dès lors qu'au terme des trois ans à compter de la date d'agrément de la SPPICAV, le ratio minimum d'Actifs Immobiliers (51%), tel que défini par l'article L. 214-37 du Code Monétaire et Financier, n'est pas respecté pendant six mois consécutifs (soit douze valeurs liquidatives successives, compte tenu d'une valorisation bimensuelle).

La fermeture provisoire des souscriptions ainsi que la réouverture de ces dernières seront le cas échéant précisées sur le site internet de la Société de Gestion www.sofidy.com au moins 2 Jours Ouvrés précédant la Date de Centralisation des Souscriptions.

En cas de suspension des ordres de souscription, le calcul et la publication de la Valeur Liquidative continueront d'être assurés sans que lesdits calculs et publication ne constituent une remise en cause de la suspension des ordres de souscription.

5.4.1.6. Commissions de souscription

5.4.1.6.1. Commission de souscription acquise à la SPPICAV

Comme l'exige l'article 422-129 du RGAMF, une commission de souscription acquise à la SPPICAV sera prélevée lors de la souscription afin de couvrir les droits, frais, honoraires et taxes acquittés par la SPPICAV lors de l'acquisition, la construction ou la cession d'Actifs Immobiliers mentionnés aux 1° à 3° du I de l'article L. 214-36 du Code Monétaire et Financier.

Catégories d'Actions	Actions P	Actions I	Actions GI
Assiette	Valeur Liquidative x nombre d'Actions souscrites	Valeur Liquidative x nombre d'Actions souscrites	Valeur Liquidative x nombre d'Actions souscrites
Taux TTC*	3,50 % maximum*	3,50 % maximum*	3,50 % maximum*

*Le taux de commission de souscription acquise à la SPPICAV correspond au taux maximum applicable. Le taux effectif de cette commission sera mentionné dans les bulletins de souscription et pourra être révisé à tout moment par la Société de Gestion sans pouvoir excéder ce taux maximum. Il est identique pour tous les porteurs d'une même catégorie d'actions sur une même Valeur Liquidative. Il sera publié sur le site internet de la Société de Gestion www.sofidy.com, au moins 15 jours calendaires avant son entrée en vigueur.

Le taux applicable pour l'exercice 2021-2022 est fixé à 3,50 % TTC.

5.4.1.6.2. Commission de souscription non acquise à la SPPICAV

Une commission de souscription non acquise à la SPPICAV pourra revenir à la Société de Gestion et / ou aux personnes chargées de la commercialisation. Le montant ne peut dépasser un plafond fixé à tout moment à 4% du Prix de Souscription des Actions souscrites pour les Actions P et fixé à 1,9% du Prix de Souscription des Actions souscrites pour les Actions I et GI.

Le taux effectif de la commission de souscription non acquise à la SPPICAV appliquée sera mentionné dans les bulletins de souscription.

Catégories d'Actions	Actions P	Actions I	Actions GI
Assiette	Valeur Liquidative x nombre d'Actions souscrites	Valeur Liquidative x nombre d'Actions souscrites	Valeur Liquidative x nombre d'Actions souscrites
Taux TTC	4 % maximum	1,9 % maximum	1,9 % maximum

5.4.2. RÈGLES APPLICABLES AUX RACHATS D' ACTIONS

5.4.2.1. Modalités de transmission des demandes de rachat

Les demandes de rachat sont centralisées chez le Dépositaire. Elles sont exécutées sur la base de la première Valeur Liquidative établie après la Date de Centralisation des Rachats (soit à cours inconnu).

Les Actions « P », « I » et « GI » souscrites au nominatif font l'objet d'une précentralisation auprès de la Société de Gestion.

5.4.2.1.1. Pour les Actions souscrites au porteur

Les demandes de rachat sont centralisées chez le Dépositaire et sont exécutées sur la base de la première Valeur Liquidative établie après la Date de Centralisation des Rachats (rachat à cours inconnu).

Les demandes de rachat sont reçues au plus tard avant 12 heures (heure de Paris) le jour de la Date d'Établissement de la Valeur Liquidative (la « **Date de Centralisation des Rachats** »).

À titre d'exemple, un Actionnaire demandant le rachat d'Actions « P » au porteur sur la base de la Valeur Liquidative du 30 novembre 2021, devra faire parvenir sa demande de rachat au Dépositaire au plus tard le 30 novembre 2021 à 12 heures. La Valeur Liquidative du 30 novembre 2021 sera calculée et publiée le 9 décembre 2021 au plus tard.

Si l'ordre de rachat est reçu après ces dates, le rachat sera exécuté sur la Valeur Liquidative suivante.

5.4.2.1.2. Pour les Actions souscrites au nominatif

Les demandes de rachat sont précentralisées par la Société de Gestion, puis centralisées chez le Dépositaire et sont exécutées sur la base de la première Valeur Liquidative établie après la Date de Centralisation des Rachats (rachat à cours inconnu).

Les demandes de rachat sont reçues par la Société de Gestion au plus tard avant 12 heures (heure de Paris) un (1) Jour Ouvré avant la Date d'Établissement de la Valeur Liquidative (la « **Date de Précentralisation des Rachats** ») et transmises au Dépositaire au plus tard avant 12 heures le jour de la Date d'Établissement de la Valeur Liquidative (la « **Date de Centralisation des Rachats** »).

À titre d'exemple, un Actionnaire demandant le rachat d'Actions « P » au nominatif, sur la base de la Valeur Liquidative du 30 novembre 2021, devra faire parvenir son ordre de rachat au plus tard le 29 novembre 2021 à 12 heures à la Société de Gestion. Cet ordre sera ensuite transmis au Dépositaire au plus tard le 30 novembre 2021 à 12 heures. La Valeur Liquidative du 30 novembre 2021 sera calculée et publiée le 9 décembre 2021 au plus tard.

Si l'ordre de rachat est reçu après ces dates, le rachat sera exécuté sur la Valeur Liquidative suivante.

5.4.2.1.3. Montant payable

Les rachats peuvent s'effectuer en montant, en nombre entier d'Actions et en cent-millièmes d'Action.

Le montant versé par Action lors du rachat est égal à la Valeur Liquidative diminuée des commissions applicables, mentionnées au paragraphe 5.4.2.4 « Commissions de rachat ».

Une commission de rachat acquise à la SPPICAV calculée sur la base d'un taux variable en fonction de la durée de préavis respectée par l'Actionnaire sollicitant le rachat de ses titres pourra être appliquée. Plus le préavis est long, moins le taux est élevé. Ce taux est indiqué dans le tableau ci-après.

5.4.2.2. Délai de règlement des demandes de rachat

Le délai de règlement des demandes de rachat des Actions, soit le délai entre la Date de Centralisation des Rachats et la date de règlement des rachats par le Dépositaire, est de huit (8) Jours Ouvrés.

Toutefois, ce délai peut être supérieur sans dépasser un maximum de deux (2) mois ; dans une telle situation, le délai de règlement des rachats applicable à la prochaine Date de Centralisation des Rachats est précisé par la Société de Gestion sur le site internet www.sofidy.com, au plus tard 16 jours calendaires avant cette Date de Centralisation des Rachats.

À titre d'exemple, un Actionnaire demandant le rachat d'Actions sur la base de la Valeur Liquidative du 30 novembre 2021, devra faire parvenir son ordre de rachat au plus tard le 29 novembre 2021 à 12 heures à la Société de Gestion. Cet ordre sera ensuite transmis à la Société de Gestion au plus tard en cas de précentralisation et le 30 novembre 2021 à 12 heures au Dépositaire pour centralisation. La Valeur Liquidative du 30 novembre 2021 sera calculée et publiée le 9 décembre 2021 au plus tard. Les Actions seront livrées le 10 décembre 2021 et au plus tard le 31 janvier 2022.

5.4.2.3. Suspension des rachats

Les rachats des Actions de la SPPICAV peuvent être suspendus dans les situations suivantes :

5.4.2.3.1. Actionnaire Important

Conformément à l'article L.214-45 du Code Monétaire et Financier, lorsqu'un Actionnaire détenant plus de 20% et moins de 99% des Actions de la SPPICAV demande le rachat d'un nombre d'Actions supérieur à 2% du Nombre Total d'Actions de la même catégorie émises par la SPPICAV, le rachat peut être suspendu à titre provisoire par la Société de Gestion.

Dans cette hypothèse et si les conditions objectives suivantes sont remplies :

- le total des ordres de souscription est inférieur au total des ordres de rachat ;
- et conduisent à réduire de 20% au moins la poche de liquidité de la SPPICAV.

L'ordre de rachat sera partiellement suspendu et exécuté par fractions du Nombre Total d'Actions de la même catégorie émises par la SPPICAV, sur les valeurs liquidatives suivantes et au plus tard sur la quatrième Valeur Liquidative suivant la date de centralisation de l'ordre de rachat, soit au plus tard deux mois après la date de centralisation de l'ordre.

5.4.2.3.2. Circonstances Exceptionnelles

En cas de circonstances exceptionnelles (par exemple celles de nature à entraîner la décision du Haut Conseil de Stabilité Financière de suspendre le paiement des valeurs de rachat, tel que prévu à l'article L. 631-2-1 5^e II du Code Monétaire et Financier) et si l'intérêt des porteurs de parts, des Actionnaires ou du public le commande, la Société de Gestion pourra suspendre les rachats après en avoir informé l'Autorité des Marchés Financiers et avoir mis à disposition des Actionnaires (sur son site internet) cette information, ainsi que les raisons et modalités de la suspension.

L'Actionnaire de la SPPICAV ayant demandé le rachat de ses Actions, et dont le rachat est suspendu conformément aux stipulations qui précèdent, sera informé (par e-mail et /ou par courrier) par la Société de Gestion de la suspension de son ordre ainsi que des motifs la justifiant et des conditions d'exécution, décrites ci-dessus, qui lui sont applicables ainsi que des dates de report d'exécution de ses ordres de rachat.

L'information de la suspension des demandes de rachat est réalisée par la publication sur le site Internet de la Société de Gestion www.sofidy.com au plus tard dans les trois Jours Ouvrés de la Date de Centralisation à compter de laquelle cette décision a été mise en œuvre.

En cas de suspension des ordres de rachat, le calcul et la publication de la Valeur Liquidative continueront d'être assurés sans que lesdits calculs et publication ne constituent une remise en cause de la suspension des ordres de rachat.

5.4.2.4. Commissions de rachat

5.4.2.4.1. Commission de rachat acquise à la SPPICAV

La commission de rachat est entièrement acquise à la SPPICAV. Le montant de cette commission ne peut dépasser un plafond dont le taux maximum est indiqué dans les tableaux ci-dessous.

Catégories d'Actions	Actions P	Actions I	Actions GI			
Assiette	Valeur Liquidative x nombre d'Actions dont le rachat est demandé	Valeur Liquidative x nombre d'Actions dont le rachat est demandé	Valeur Liquidative x nombre d'Actions dont le rachat est demandé			
Préavis par rapport à la date d'établissement de la Valeur Liquidative	Néant	Néant	< 3 mois	> ou = à 3 mois	> ou = à 6 mois	> ou = à 12 mois
Taux TTC	Néant	Néant	9 %	6 %	3 %	Néant

*La commission de rachat acquise à la SPPICAV consiste en un taux variable en fonction de la durée de préavis respectée par l'Actionnaire sollicitant le rachat de ses titres : Plus le préavis est long, moins la commission est élevée.

5.4.2.4.2. Commission de rachat non acquise à la SPPICAV

Aucune commission de rachat non acquise à la SPPICAV n'est perçue lors des rachats d'Actions.

5.4.2.5. Règles applicables aux ordres d'aller-retour

Les ordres d'aller-retour (rachat suivi d'une souscription) sont des ordres émis :

- par un même Actionnaire ;
- à la même date de Valeur Liquidative ;
- pour un même nombre d'Actions de la même catégorie ;
- auprès d'un même intermédiaire (réseau bancaire, CIF, Société de Gestion...).

Les ordres d'aller-retour, reçus au plus tard à la date de centralisation des rachats et des souscriptions par le Dépositaire, sont exécutés conjointement (rachat et souscription concomitants) sur la base de la première Valeur Liquidative établie après cette date (soit à cours inconnu).

Les dispositions relatives aux commissions acquises et non acquises à la SPPICAV ne s'appliquent pas pour ces ordres ni au rachat, ni à la souscription.

5.4.2.6. Tableau récapitulatif des commissions de souscription et de rachat

Frais à la charge de l'investisseur, prélevés lors des souscriptions et des rachats	Assiette	Catégories	Taux TTC
Commission de souscription acquise à la SPPICAV	Valeur Liquidative x nombre d'Actions dont le rachat est demandé	Actions P	3,50 % maximum
		Actions I	3,50 % maximum
		Actions GI	3,50 % maximum
Commission de souscription non acquise à la SPPICAV	Valeur Liquidative x nombre d'Actions dont le rachat est demandé	Actions P	4,00 % maximum
		Actions I	1,90 % maximum
		Actions GI	1,90 % maximum
Commission de rachat non acquise à la SPPICAV	Valeur Liquidative x nombre d'Actions dont le rachat est demandé	Actions P	Néant
		Actions I	Néant
		Actions GI	Néant
Commission de rachat acquise à la SPPICAV	Valeur Liquidative x nombre d'Actions dont le rachat est demandé	Actions P	Néant
		Actions I	Néant
		Actions GI	Néant si préavis > ou = à 12 mois
			3 % si préavis > ou = à 6 mois
			6 % si préavis > ou = à 3 mois
9 % si préavis < à 3 mois			

6 - FRAIS - COMMISSIONS

6.1. Frais de fonctionnement et de gestion

Les frais de fonctionnement et de gestion recouvrent l'ensemble des frais supportés de manière récurrente par la SPPICAV afin d'en assurer le fonctionnement à l'exclusion des frais liés à l'exploitation immobilière, des commissions de surperformance et des frais et commissions liés aux opérations de transaction.

6.1.1. RÉMUNÉRATION DE LA SOCIÉTÉ DE GESTION

Les frais récurrents incluent la rémunération de la Société de Gestion.

À ce titre, la rémunération couvre notamment les prestations de :

- Gestion de la SPPICAV (fund management immobilier), à savoir :
 - l'établissement de la stratégie d'investissement et du business plan général de la SPPICAV ;
 - l'allocation entre la poche immobilière, la poche financière et les Liquidités ;
 - l'identification et l'évaluation des opportunités d'investissement ;
 - la détermination des modalités de financement des Actifs Immobiliers ainsi que, le cas échéant, des Actifs Financiers ;
 - la détermination des modalités de réalisation des Actifs Immobiliers, Actifs Financiers et des Liquidités de la SPPICAV ;
 - les obligations d'information de l'AMF et des Actionnaires ;
 - et l'établissement du rapport annuel de gestion et des documents d'information périodique.
- Gestion des Actifs Immobiliers (Asset Management Immobilier), à savoir :
 - l'élaboration des stratégies d'acquisition, de construction, de financement, d'arbitrage et de commercialisation des Actifs Immobiliers ;
 - l'élaboration de la stratégie de gestion des Actifs Immobiliers et notamment l'établissement du plan de travaux à cinq ans prévu par l'article 422-44 du RG AMF et de sa mise à jour ;
 - suivi des montages immobiliers attachés à l'acquisition ou à la cession d'actifs mentionnés aux 1° à 3° et 5° du I de l'article L.214-36 du Code Monétaire et Financier et de suivi de la gestion des Actifs Immobiliers.

La commission de gestion revenant à la Société de Gestion fera l'objet d'une facturation trimestrielle par la Société de Gestion.

6.1.2. AUTRES FRAIS RÉCURRENTS SUPPORTÉS PAR LA SPPICAV

Outre la rémunération de la Société de Gestion, la SPPICAV supporte également de façon récurrente, l'ensemble des frais et charges mentionnés ci-dessous :

- les frais et charges liés à l'administration de la SPPICAV et à sa vie sociale, notamment ceux du Dépositaire, du valorisateur, du commissaire aux comptes, les frais de fonctionnement des organes de gouvernance et notamment la rémunération de leurs membres, les éventuels frais de publication, les frais de convocation et de tenue des assemblées générales ;
- les frais et charges liés à la mise en place et au suivi des démarches entreprises en matière d'ESG ;
- les honoraires liés à la valorisation des actifs, notamment ceux des experts externes en évaluation ;
- les impôts et taxes afférents à la SPPICAV.

Les frais récurrents supportés par la SPPICAV sont payés au fur et à mesure des dépenses.

6.2. Frais d'exploitation immobilière

Ces frais recouvrent l'intégralité des frais et charges liés à la gestion du patrimoine immobilier, en particulier ceux liés aux travaux, fonction de la stratégie de la SPPICAV et des conditions de marché.

La SPPICAV supporte essentiellement les frais mentionnés ci-dessous, dans la mesure où ils ne sont pas refacturés aux locataires :

- L'ensemble des charges des Actifs Immobiliers, notamment :
 - les loyers des baux à construction, des baux emphytéotiques ou autres ;
 - les impôts, taxes et redevances afférents aux Actifs Immobiliers non refacturés aux occupants, en ce compris notamment la taxe foncière, la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, les taxes ou redevances sur les bureaux et locaux commerciaux, la contribution sur les revenus locatifs (CRL) ;
 - les fournitures d'éclairage, d'eau, de chauffage, de climatisation, de ventilation, et généralement toute consommation d'énergie et de fluides quels qu'ils soient ;
 - les primes d'assurances et commissions de courtage y afférentes ;
 - les frais du personnel affecté au gardiennage et à la sécurité ;
 - les honoraires d'administration de biens et de « property » management ; et
 - l'ensemble des dépenses, frais et charges liés à la détention des parts et actions de sociétés immobilières ;
- L'ensemble des frais liés à la commercialisation locative, notamment les frais et commissions de location et de recherche de locataires, d'établissement des diagnostics immobiliers et les frais et honoraires de gestion y afférents ;

- l'ensemble des dépenses d'aménagement, d'entretien, de nettoyage, de maintenance, de réparation, de remplacement et de mise en conformité à effectuer sur les immeubles ainsi que les meubles meublants, les biens d'équipement ou tous les biens meubles affectés aux immeubles détenus et nécessaires au fonctionnement, à l'usage ou à l'exploitation de ces derniers par un tiers, en ce compris les honoraires techniques et juridiques y afférents (architectes, bureaux d'études, maîtrise d'ouvrage déléguée, notaires, avocats et évaluateurs, etc.), cotisations d'associations de locataires ainsi que les impôts, taxes et redevances y afférents ;
- les honoraires de conseils divers, notamment liés à la gestion des contentieux entrant dans le cadre de l'activité de la SPPICAV, dès lors que ces honoraires ne se rapportent pas à des contentieux découlant d'un manquement contractuel ou d'une méconnaissance des obligations légales ou réglementaires de la Société de Gestion ;
- tout autre frais relatif à la gestion immobilière et au suivi des actifs ciblés par la stratégie d'investissement.

Chaque année, ces frais font l'objet d'une mention spécifique dans le Document d'Information Clé pour l'Investisseur (DIC).

6.3. Frais et commissions liés aux opérations de transactions immobilières et financières

6.3.1. FRAIS LIÉS AUX OPÉRATIONS SUR ACTIFS IMMOBILIERS HORS COMMISSIONS DE MOUVEMENT LIÉES AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT ET D'ARBITRAGE SUR ACTIFS IMMOBILIERS

Les frais suivants liés aux opérations de transactions immobilières viennent en supplément des commissions de mouvement :

- l'ensemble des frais afférents aux acquisitions et ventes d'Actifs Immobiliers, notamment les frais d'acquisition et de cession de tous biens et droits immobiliers ou titres de sociétés immobilières, les émoluments de notaire, les honoraires de conseil, les commissions d'agents ;
- les frais d'actes, les impôts et taxes afférents aux actes, les frais d'audit, d'études techniques, architecturales et d'évaluation des actifs, les frais d'audits techniques, juridiques et fiscaux, les frais de traduction, que lesdites opérations d'acquisition et de cession soient effectivement conclues ou qu'elles soient interrompues ou abandonnées pour quelque cause que ce soit ;
- l'ensemble des frais afférents à la construction des Actifs Immobiliers, notamment la rémunération des entreprises, des promoteurs, maîtres d'ouvrage délégués, maîtres d'œuvre, les honoraires techniques et juridiques (architectes, bureaux d'études, notaires, avocats et évaluateurs, etc.), ainsi que les impôts, taxes et redevances y afférents ;
- l'ensemble des frais afférents au financement des acquisitions ou des constructions des Actifs Immobiliers, que lesdites opérations d'acquisition ou de construction soient effectivement conclues ou qu'elles soient interrompues ou abandonnées pour quelque cause que ce soit, les commissions, intérêts et coûts des sûretés afférents aux financements et à leur remboursement.

6.3.2. COMMISSIONS DE MOUVEMENT LIÉES AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT ET D'ARBITRAGE SUR ACTIFS IMMOBILIERS

Ces commissions de mouvement liées aux investissements et arbitrages à caractère non récurrents sont acquittées au bénéfice de la Société de Gestion pour couvrir ses missions de recherche d'Actifs Immobiliers et d'acquéreurs, qui nécessitent des diligences et une charge de travail spécifiques.

Ces frais feront l'objet d'un *reporting*.

L'assiette et le taux de cette commission sont détaillés dans le tableau figurant ci-après.

6.3.3. COMMISSIONS DE MOUVEMENT LIÉES À L'INVESTISSEMENT EN ACTIFS FINANCIERS

Les frais de transaction sur valeurs mobilières et relatifs aux acquisitions et cessions temporaires de titres (le cas échéant) incluent les frais d'intermédiation (courtage, impôt de bourse...) et la commission de mouvement, le cas échéant, qui peut être perçue sur chaque opération, notamment par le Dépositaire et la Société de Gestion.

L'assiette et le taux de cette commission sont détaillés dans le tableau figurant ci-après.

La Société de Gestion a mis en place une procédure de sélection et d'évaluation des intermédiaires intervenant pour la réalisation d'opérations d'investissement et de désinvestissement sur les marchés d'instruments financiers, qui prévoit les modalités suivantes :

- avant l'entrée en relation, la vérification par la Société de Gestion que les intermédiaires disposent de l'autorisation et de la capacité pour apporter les prestations nécessaires à ses besoins ;
- l'obtention de la politique d'exécution de l'intermédiaire et son engagement à assurer un service de *best execution* ;
- une évaluation régulière des intermédiaires.

6.4. Frais indirects

Il s'agit des frais indirects supportés par la SPPICAV au titre de ses investissements dans des sous-jacents immobiliers et/ou financiers. La SPPICAV prévoyant d'investir plus de 20 % de son actif indirectement dans des sous-jacents immobiliers et/ou financiers, les frais indirects sont inclus dans les taux figurant dans le tableau ci-après.

Tableau de synthèse

Frais facturés à la SPPICAV	Catégorie d'Actions	Assiette	Taux HT	Taux TTC (TVA au taux en vigueur)
1. Frais de fonctionnement et de gestion	Actions P	Actif Net (Valeur Liquidative x Nombre Total d'Actions)	1,88 % HT maximum annuel dont 1,46 % HT maximum pour la Société de Gestion	2,25 % TTC maximum annuel dont 1,75 % TTC maximum pour la Société de Gestion
		Actif Brut (Total de l'actif de la SPPICAV)	1,28 % HT maximum annuel dont 1,00 % HT maximum pour la Société de Gestion	1,54 % TTC maximum annuel dont 1,19 % TTC maximum pour la Société de Gestion
	Actions I	Actif Net (Valeur Liquidative x Nombre Total d'Actions)	1,17 % HT maximum annuel dont 0,75 % HT maximum pour la Société de Gestion	1,40 % TTC maximum annuel dont 0,90 % TTC maximum pour la Société de Gestion
		Actif Brut (Total de l'actif de la SPPICAV)	0,80 % HT maximum annuel dont 0,51 % HT maximum pour la Société de Gestion	0,95 % TTC maximum annuel dont 0,61 % TTC maximum pour la Société de Gestion
	Actions GI	Actif Net (Valeur Liquidative x Nombre Total d'Actions)	0,94 % HT maximum annuel dont 0,53 % HT maximum pour la Société de Gestion	1,13 % TTC maximum annuel dont 0,64 % TTC maximum pour la Société de Gestion
		Actif Brut (Total de l'actif de la SPPICAV)	0,64 % HT maximum annuel dont 0,36 % HT maximum pour la Société de Gestion	0,77 % TTC maximum annuel dont 0,43 % TTC maximum pour la Société de Gestion
2. Frais d'exploitation immobilière	Actions P Actions I Actions GI	Actif Net Immobilier	1,83 % HT maximum en moyenne sur les 3 prochaines années	3,4 % TTC maximum en moyenne sur les 3 prochaines années
		Actif Brut Immobilier	2,83 % HT en moyenne sur les 3 prochaines années	2,2 % TTC en moyenne sur les 3 prochaines années
3. Commission de surperformance	Actions P Actions I Actions GI	Actif net	Néant	Néant
4. Frais et commissions liés aux transactions immobilières et financières :				
Frais liés aux opérations sur Actif Immobilier hors commissions de mouvement et hors droits d'enregistrement liés aux opérations d'investissement et d'arbitrage sur Actifs Immobiliers	Actions P Actions I Actions GI	Prix d'acquisition ou de cession de l'immeuble ou des droits réels Ou Valeur de l'immeuble retenue pour la détermination du prix des parts ou actions des sociétés (au prorata de la quote-part acquise / cédée) Ou Prix des contrats de promotion immobilière signés ou coût total de construction, rénovation ou réhabilitation (hors taxes)	4,17 % HT maximum	5,00 % TTC maximum
Commissions de mouvement liées aux opérations d'investissement et d'arbitrage sur Actifs Immobiliers	Actions P Actions I Actions GI	Prix d'acquisition ou de cession de l'immeuble ou des droits réels (hors droit hors taxe) Ou Valeur de l'immeuble retenue pour la détermination du prix des parts ou actions des sociétés (au prorata de la quote-part acquise / cédée, hors droit hors taxe) Ou Prix des contrats de promotion immobilière signés ou coût total de construction, rénovation ou réhabilitation (hors taxes)	1,00 % HT	1,2 % TTC

Commissions de mouvement liées aux opérations d'investissement et d'arbitrage sur Actifs Financiers : - Perçue partiellement ou conjointement par le Dépositaire sur l'ensemble des instruments - Perçue partiellement ou conjointement par la Société de Gestion sur les opérations de change et éventuellement par un intermédiaire financier sur tous les autres instruments	Actions P	Valeur des instruments achetés ou vendus (prélèvement sur chaque transaction)	- montant forfaitaire de 0 à 375 € HT selon la place	- montant forfaitaire de 0 à 450 € TTC selon la place
	Actions I Actions GI		- montant forfaitaire de 4,17 € HT par contrat (futures / options) ou commission proportionnelle de 0 à 0,20 % selon les instruments (titres, changes...)	- montant forfaitaire de 5 € TTC par contrat (futures / options) ou commission proportionnelle de 0 à 0,20 % selon les instruments (titres, changes...)

Pour plus de précision sur les frais effectivement facturés à la SPPICAV, il conviendra de se reporter aux documents d'information périodiques de la SPPICAV. Pour toute information complémentaire, l'Associé pourra également se reporter au rapport annuel de la SPPICAV.

L'attention de l'investisseur est attirée sur le fait que, hormis les frais de fonctionnement et de gestion, les autres frais sont susceptibles de varier d'une année sur l'autre.

7 - ORGANE DE GOUVERNANCE

La SPPICAV est constituée sous la forme d'une société par actions simplifiées.

En matière de gouvernance, le droit commun des sociétés par actions simplifiées s'applique aux SPPICAV sous réserve de dispositions spécifiques du Code Monétaire et Financier. La principale adaptation tient au fait que la présidence de la SPPICAV est confiée à la Société de Gestion, désignée dans les Statuts, qui désigne un représentant permanent.

Le Titre 3 des Statuts « ADMINISTRATION ET DIRECTION DE LA SOCIÉTÉ » de la SPPICAV énonce l'ensemble des dispositions applicables à la présidence. La présidence de la SPPICAV est assumée par la Société de Gestion, sous sa responsabilité, dans les conditions et avec les pouvoirs prévus par la loi et les Statuts.

La Société de Gestion dirige la SPPICAV et la représente à l'égard des tiers. À ce titre, elle est investie de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toutes circonstances au nom de la SPPICAV, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par les dispositions légales ou réglementaires et les Statuts de la SPPICAV.

La SPPICAV est engagée même par les actes du président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des Statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

La Société de Gestion désigne un représentant permanent soumis aux mêmes conditions et obligations et encourant les mêmes responsabilités que s'il exerçait en son nom propre la présidence, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la Société de Gestion qu'il représente.

Lorsqu'elle met fin aux fonctions de son représentant, la Société de Gestion est tenue de pourvoir en même temps à son remplacement.

Les fonctions de Président prennent fin, soit par la démission ou la révocation, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire.

L'identité des membres des organes de gouvernance et les moyens de les contacter sont accessibles sur le site du Greffe du Tribunal d'Évry www.infogreffe.fr.

8 - ÉVALUATION ET COMPTABILISATION

8.1. Principe

Les conventions générales comptables sont appliquées dans le respect des principes :

- de continuité de l'exploitation ;
- de permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- d'indépendance des exercices.

La méthode de base retenue, pour l'enregistrement des éléments d'actifs en comptabilité, est la méthode des coûts historiques, sauf en ce qui concerne l'évaluation du portefeuille.

En cas d'indisponibilité des données financières nécessaires à l'évaluation, la Société de Gestion réunira son comité de valorisation afin de déterminer sous sa responsabilité la valorisation des actifs concernés. Elle en informera le commissaire aux comptes de la SPPICAV le cas échéant.

8.2. Méthode de comptabilisation

- Les entrées et cessions d'actifs immobiliers sont comptabilisées frais inclus ;
- Les entrées et cessions de titres sont comptabilisées frais inclus ;
- Les loyers sont enregistrés en produits sur la base des loyers courus et des termes du bail, les autres revenus sont enregistrés selon la méthode des revenus courus ;
- Les revenus des instruments financiers, dont les parts de scpi, sont enregistrés en produits selon la méthode des coupons courus ;
- Les dividendes reçus des autres parts et actions de sociétés détenues sont comptabilisés en produits dès lors que leur distribution est décidée par le conseil d'administration, le directoire, le président ou le gérant desdites sociétés.

8.3. Compte de régularisation des revenus et des plus-values

Les comptes de régularisation des revenus ont pour effet de respecter l'égalité des Actionnaires par rapport aux revenus acquis, quelle que soit la date de souscription ou de rachat.

8.4. Évaluation de l'actif en vue de la détermination de la Valeur Liquidative

8.4.1. Actifs Immobiliers

La Société de Gestion évalue les Actifs Immobiliers de la SPPICAV à chaque date d'établissement de la Valeur Liquidative, sur la base de l'évaluation desdits actifs opérée ou contrôlée par deux (2) experts externes en évaluation selon les modalités précisées ci-après.

L'évaluation de ces actifs se fait à la valeur du marché, hors taxes et hors droits.

8.4.1.1. Immeubles et droits réels détenus directement par la SPPICAV ou par les sociétés répondant aux conditions posées par l'article R.214-83 du Code Monétaire et Financier dans lesquels la SPPICAV détient une participation directe ou indirecte

La SPPICAV désigne deux experts externes en évaluation dont le mandat a une durée de 4 ans.

Le premier de ces experts réalise pour chaque actif, au moins une fois par an (au 31 décembre de chaque année au moins), une expertise immobilière détaillée, et au moins quatre fois par an, à trois mois d'intervalle, une réévaluation.

Dans son expertise, cet expert externe en évaluation est tenu de préciser la valeur retenue, l'intégralité des calculs effectués ainsi que les éléments ayant servi de base à son expertise.

Chaque évaluation par le premier expert externe en évaluation fera l'objet pour chaque actif d'un examen critique de la part du second.

Il est organisé une rotation des experts externes en évaluation pour un même actif sur une base annuelle.

À chaque établissement de la Valeur Liquidative, la valeur de ces actifs retenue par la Société de Gestion pour l'évaluation de l'actif de la SPPICAV s'appuie sur la dernière mise à jour de leur évaluation par les évaluateurs.

Conformément à la 5^e édition de la « charte de l'expertise en évaluation immobilière » éditée par l'Institut Français de l'Expertise Immobilière en 2017, la valeur de marché s'apprécie de deux manières :

- La valeur vénale. Il s'agit du prix auquel un droit de propriété pourrait raisonnablement être vendu sur le marché à l'amiable au moment de l'expertise, les conditions suivantes étant supposées préalablement réunies :
 - la libre volonté du vendeur et de l'acquéreur ;
 - un délai raisonnable pour la négociation, compte tenu de la nature du bien et de la situation du marché ;
 - que la valeur soit à un niveau sensiblement stable pendant ce délai ;
 - que le bien ait été proposé à la vente dans les conditions du marché, sans réserves, avec une publicité adéquate ;
 - l'absence de facteurs de convenance personnelle.
- La valeur locative. Il s'agit de la contrepartie financière annuelle susceptible d'être obtenue sur le marché de l'usage d'un Actif Immobilier dans le cadre d'un contrat de location. Elle correspond donc au loyer de marché qui doit pouvoir être obtenu d'un Actif Immobilier aux clauses et conditions usuelles des baux pour une catégorie de biens et dans une région données. La notion de valeur locative de marché implique qu'il n'y a pas, parallèlement à la conclusion du bail, de versement d'une somme en capital soit au locataire précédent (droit au bail), soit au propriétaire (pas de porte, droit d'entrée). La valeur locative de marché est exprimée hors droit de bail ou hors TVA, et hors charges locatives, ou de toute autre nature, refacturées au preneur.

S'agissant des immeubles et droits réels détenus indirectement par des sociétés ne répondant aux conditions fixées aux 2° et 3° de l'article R. 214-83 du Code Monétaire et Financier dans lesquels la SPPICAV détient une participation, la Société de Gestion établit la valeur de la participation et les experts externes en évaluation procèdent à l'examen critique des méthodes de valorisation des Actifs Immobiliers détenus par la société non contrôlée et de la pertinence de la valeur retenue.

8.4.1.2. Immeubles en cours de construction

Les immeubles en cours de construction sont valorisés à leur valeur actuelle représentée par la valeur de marché en l'état d'achèvement au jour de l'évaluation. En cas d'utilisation de modèles financiers prospectifs, la valeur actuelle est déterminée en tenant compte des risques et incertitudes subsistant jusqu'à la date de livraison.

Si la valeur actuelle ne peut être déterminée de manière fiable, les Actifs Immobiliers non négociés sur un marché réglementé sont maintenus à leur prix de revient. En cas de perte de valeur, l'actif est révisé à la baisse.

8.4.1.3. Parts ou actions de la SPPICAV ou d'organismes de droit étranger équivalents mentionnées au 5° de l'article L.214-36 du Code Monétaire et Financier dans lesquels la SPPICAV détient une participation

Ces parts ou actions sont évaluées à leur dernière Valeur Liquidative connue.

8.4.1.4. Avances en compte courant

Les avances en compte courant sont évaluées à leur valeur nominale à laquelle s'ajoutent les intérêts courus de la rémunération de la période, tenant compte, le cas échéant, de provisions pour dépréciation.

8.4.2. ACTIFS FINANCIERS

La Société de Gestion évalue les Actifs Financiers de la SPPICAV à chaque date d'établissement de la Valeur Liquidative selon les modalités précisées ci-après.

8.4.2.1. Titres de Créances Négociables (TCN)

8.4.2.1.1. Titres de Créances Négociables de maturité inférieure à trois (3) mois

Les TCN de durée de vie inférieure à trois (3) mois à la date d'acquisition ou dont la durée de vie restant à courir devient inférieure à trois (3) mois à la date de détermination de la Valeur Liquidative, sont évalués selon la méthode simplificatrice (linéarisation).

Dans le cas particulier d'un TCN indexé sur une référence de taux variable (essentiellement l'EONIA), la valorisation du titre tient compte également de l'impact du mouvement de marché (calculé en fonction du spread de marché de l'émetteur).

8.4.2.1.2. Titres de Créances Négociables de maturité supérieure à trois (3) mois

Ils sont valorisés par l'application d'une méthode actuarielle, le taux d'actualisation retenu étant celui des émissions de titres équivalents affectés, le cas échéant, du spread de marché de l'émetteur (caractéristiques intrinsèques de l'émetteur du titre).

Le taux d'actualisation est un taux interpolé entre les deux périodes cotées les plus proches encadrant la maturité du titre.

8.4.2.2. Instruments financiers négociés sur un marché réglementé

Pour les valeurs françaises ou étrangères, l'évaluation retenue est celle déterminée au cours de clôture du jour de valorisation. Concernant les valeurs mobilières dont le cours n'a pas été constaté le jour de l'évaluation, elles sont évaluées au dernier cours publié officiellement.

8.4.2.3. Parts ou actions d'OPCVM/fonds d'investissements alternatifs

Les parts ou actions d'OPCVM/fonds d'investissements alternatifs sont évaluées sur la base de leur dernière Valeur Liquidative (ou équivalent) connue au jour de l'évaluation.

8.4.3. ENDETTEMENT

Pour le calcul de l'actif servant à l'établissement de la Valeur Liquidative, la valeur des Actifs Immobiliers déterminée dans les conditions indiquées ci-dessus, augmentée des Liquidités, est diminuée du montant de l'endettement de la SPPICAV tel qu'arrêté comptablement à la Date d'Établissement de la Valeur Liquidative concernée. Le montant de l'endettement de la SPPICAV se calcule en additionnant le capital restant dû au titre du ou des prêts et les intérêts courus non payés.

Lorsqu'il est hautement probable que l'emprunt soit remboursé avant l'échéance, la valeur contractuelle est déterminée en prenant en compte les conditions fixées contractuellement en cas de remboursement anticipé.

8.4.4. MÉTHODE DE CALCUL DU RATIO DU RISQUE GLOBAL

Le calcul du ratio du risque global sera effectué sur la base de la méthode de l'engagement.

9 - RÉGIME FISCAL

9.1. Cas général

La SPPICAV est soumise au régime fiscal (i) des revenus de capitaux mobiliers pour les dividendes versés (qu'ils découlent des produits d'exploitation de l'actif ou de plus-values mobilières et/ou immobilières) et (ii) des plus-values de cession mobilières pour les rachats d'Actions de la SPPICAV.

Le régime fiscal peut faire l'objet de modifications ultérieures. Une note sur le régime fiscal applicable à la SPPICAV est disponible sur demande auprès de la Société de Gestion.

Les informations délivrées par la Société de Gestion ne sauraient se substituer à celles fournies dans le cadre d'un conseil fiscal individuel et l'attention des investisseurs est attirée sur le fait que la taxation des plus-values et revenus éventuels peut être dépendante de la situation fiscale personnelle des investisseurs.

Nous recommandons aux Actionnaires de la SPPICAV d'étudier leur situation fiscale avec leur conseiller fiscal habituel.

9.2. Obligations relatives au respect des obligations fiscales internationales

La Société de Gestion de la SPPICAV pourra demander à tout souscripteur potentiel toutes informations ou attestations requises au titre de toute obligation qu'elle pourrait avoir en matière d'identification et de déclarations fiscales telles que celles prévues à l'annexe 1 de l'Accord entre le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique en vue d'améliorer le respect des obligations fiscales à l'échelle internationale et de mettre en œuvre la loi relative au respect des obligations fiscales concernant les comptes étrangers (dite « loi FATCA ») en date du 14 novembre 2013 et telles que précisées, le cas échéant, au sein des dispositions légales et réglementaires afférentes.

Le souscripteur devra s'engager à se conformer aux obligations qui lui incombent telles que précisées, le cas échéant, au sein des dispositions légales et réglementaires.

10 - MODALITÉS DE DISTRIBUTION DE LA SPPICAV

La SPPICAV a pour objectif d'apporter à ses Actionnaires des revenus représentatifs de l'essentiel des revenus perçus et des plus-values immobilières réalisées au cours de l'exercice précédent.

Un dividende annuel, s'il existe, est versé par la SPPICAV dans les 5 mois de la clôture de l'exercice, étant précisé que des versements d'acomptes sur dividendes peuvent intervenir au cours de l'exercice.

11 - INFORMATION DES ACTIONNAIRES

11.1. Lieu de la publication de la Valeur Liquidative

L'établissement et la publication de la Valeur Liquidative sont réalisés par la Société de Gestion.

La Valeur Liquidative et le nombre d'Actions émises par la SPPICAV sont disponibles auprès de la Société de Gestion et publiés sur son site internet (www.sofidy.com).

11.2. Informations supplémentaires

Le Prospectus, le document d'information périodique, le Document d'Information Clé pour l'Investisseur (DICI) et le dernier rapport annuel peuvent être obtenus gratuitement auprès de la Société de Gestion ou sur simple demande de l'Actionnaire auprès de :

Sofidy : 303, square des Champs Élysées - Évry Courcouronnes - 91026 Évry Cedex

Le rapport de synthèse annuel des experts externes en évaluation est communiqué aux Actionnaires qui en font la demande dans les quarante-cinq (45) jours suivant sa publication. Il peut être envoyé gratuitement par courrier ou par e-mail avec accusé de réception.

Conformément aux stipulations de l'article 421-34 IV du RGAMF :

- les informations relatives au pourcentage d'actifs de la SPPICAV faisant l'objet d'un traitement spécial du fait de leur nature non liquide ;
- toute nouvelle disposition prise pour gérer la liquidité de la SPPICAV ;
- le profil de risque actuel de la SPPICAV et les systèmes de gestion du risque utilisés par la Société de Gestion pour gérer ces risques.

Sont communiqués gratuitement par la Société de Gestion aux Actionnaires à tout moment sur demande écrite auprès de la Société de Gestion, et tout changement substantiel concernant ces informations leur sera communiqué par la Société de Gestion dans un délai de huit (8) Jours Ouvrés.

Conformément aux I et II de l'article L.214-24-10 du Code Monétaire et Financier, les Actionnaires sont informés du fait que le Dépositaire est responsable à l'égard de la SPPICAV ou à l'égard des Actionnaires de la perte, par le Dépositaire ou par un tiers auquel la conservation des actifs de la SPPICAV a été déléguée, des actifs de la SPPICAV conservés conformément à la Réglementation Applicable.

En cas de perte d'un actif de la SPPICAV, la responsabilité du Dépositaire n'est pas engagée si celui-ci peut prouver que l'ensemble des conditions suivantes sont remplies :

- l'événement qui a entraîné la perte ne résulte pas d'un acte ou d'une omission du Dépositaire ou d'un tiers auquel a été déléguée la conservation des actifs de la SPPICAV ;
- le Dépositaire n'aurait pas pu raisonnablement prévenir l'événement qui a entraîné la perte, même en prenant toutes les précautions qui caractérisent un Dépositaire diligent selon les pratiques courantes du secteur ;
- le Dépositaire n'aurait pas pu prévenir la perte malgré l'exercice rigoureux et global de la diligence requise.

Conformément à la réglementation, le Dépositaire est responsable à l'égard de la SPPICAV ou à l'égard des Actionnaires, de toute autre perte résultant de la négligence ou de la mauvaise exécution intentionnelle de ses obligations, à l'exception de la survenance d'un cas de force majeure ayant une incidence sur l'exécution de ses obligations contractuelles.

La délégation à un tiers de la garde des actifs de la SPPICAV n'exonère pas le Dépositaire de sa responsabilité. Par dérogation, le Dépositaire est exonéré de sa responsabilité s'il est en mesure de prouver que :

- toutes les obligations concernant la délégation de ses tâches de conservation sont remplies ;
- un contrat écrit entre le Dépositaire et le tiers transfère expressément la responsabilité du Dépositaire à ce tiers et permet à la Société de Gestion de déposer plainte contre le tiers au sujet de la perte des actifs de la SPPICAV ;
- et un acte séparé entre le Dépositaire et la Société de Gestion autorise expressément une décharge de la responsabilité du Dépositaire et établit la raison objective justifiant une telle décharge.

La Société de Gestion informe également sans retard les Actionnaires de tout changement concernant la responsabilité du Dépositaire.

11.3. Gestion des potentiels conflits d'intérêts

La Société de Gestion est susceptible de rencontrer, dans le cadre de la gestion de ces véhicules, des situations potentiellement génératrices de conflits d'intérêts. Il n'est pas anormal, ni contraire à la déontologie de la profession que de telles situations se produisent. En revanche, le fait de profiter de ces situations est contraire aux principes déontologiques. La Société de Gestion met en œuvre des moyens d'identification, de prévention et de gestion des conflits d'intérêts permettant d'agir en toutes circonstances dans le respect des dispositions des articles 318-12 à 318-14 du RGAMF pour éviter qu'ils portent atteinte aux intérêts de la SPPICAV et de ses Actionnaires.

11.4. US Restrictions

Les Actions n'ont pas été ni ne seront enregistrées, en vertu du U.S. Securities Act de 1933 (« **l'Act de 1933** ») ou en vertu de quelque loi applicable dans un État américain, et les Actions ne pourront pas être directement ou indirectement cédées, offertes ou vendues aux États-Unis d'Amérique (y compris ses territoires et possessions), au bénéfice de tout ressortissant des États-Unis d'Amérique (« **U.S. Person** ») tel que ce terme est défini par la réglementation américaine « Régulation S » dans le cadre de l'Act de 1933 adopté par l'autorité américaine de régulation des marchés (« **Securities and Exchange Commission** » ou « **SEC** »).

La Société de Gestion de la SPPICAV a le pouvoir d'imposer des restrictions (i) à la détention d'Actions par une « U.S. Person » et ainsi opérer le rachat forcé des Actions détenues, ou (ii) au transfert d'Actions à une « U.S. Person ». Ce pouvoir s'étend également à toute personne (a) qui apparaît directement ou indirectement en infraction avec des lois et règlements de tout pays ou toute autorité gouvernementale, ou (b) qui pourrait, de l'avis de la Société de Gestion de la SPPICAV, faire subir un dommage qu'elle n'aurait autrement ni enduré ni subi.

L'offre d'Actions n'a pas été autorisée ou rejetée par la SEC, la commission spécialisée d'un État américain ou toute autre autorité régulatrice américaine, pas davantage que lesdites autorités ne se sont prononcées ou n'ont sanctionné les mérites de cette offre, ni l'exactitude ou le caractère adéquat des documents relatifs à cette offre. Toute affirmation en ce sens est contraire à la loi.

Tout Actionnaire doit informer immédiatement la SPPICAV dans l'hypothèse où il deviendrait une « U.S. Person ». Tout Actionnaire devenant « U.S. Person » ne sera plus autorisé à acquérir de nouvelles Actions et il pourra lui être demandé d'aliéner ses Actions à tout moment au profit de personnes n'ayant pas la qualité de « U.S. Person ». La Société de Gestion de la SPPICAV se réserve le droit de procéder au rachat forcé de toute Action détenue directement ou indirectement par une « U.S. Person », ou par quelque personne que ce soit si la détention d'Actions est contraire à la loi ou aux intérêts de la SPPICAV.

11.5. Droit applicable – Compétence

Toutes contestations qui peuvent s'élever pendant le cours de la vie de la SPPICAV ou de sa liquidation soit entre les Actionnaires et la SPPICAV ou le Dépositaire, soit entre les Actionnaires eux-mêmes, sont régies par le droit français et soumises à la juridiction des tribunaux du siège social de la SPPICAV.

11.6. Réclamations

Afin d'effectuer une réclamation, vous pouvez contacter Sofidy :

- Par courriel à : reclamations.clients@sofidy.com, ou à votre interlocuteur habituel au sein du Service des Associés.
- Par courrier : Sofidy – Service des Associés – 303, square des Champs Élysées – 91026 ÉVRY COURCOURONNES Cedex.
- Par fax au : 01 69 87 02 01.

En cas de réclamation, nous nous engageons à :

- Accuser réception de votre demande dans les 10 jours suivant sa réception.
- Traiter votre demande dans les 2 mois suivant sa réception.
- Vous informer de tout retard si votre demande ne pouvait être traitée dans les 2 mois suivant sa réception.

Pour votre information, l'AMF dispose d'un service de médiation qui peut être saisi dans le cadre de litiges relatifs au fonctionnement des marchés (Médiateur de l'AMF – 17, place de la Bourse – 75082 PARIS CEDEX 02 – télécopie : 01 53 45 59 60). Vous pouvez retrouver toutes les informations sur ce médiateur et sur la charte de médiation sur le site de l'AMF : www.amf-france.org. Si votre réclamation concerne la souscription d'un contrat d'assurance, elle relève de la compétence du service de médiation de l'Assurance (Médiateur de l'Assurance – TSA 50110 – 75441 PARIS Cedex 09).

ANNEXE 1 : GLOSSAIRE DU PROSPECTUS

Les numéros d'article auxquels il est fait référence dans les définitions sont ceux du Prospectus.

Actif Financier	Désigne tout actif au sens de l'article L. 214-36 I. 6° à 10° du Code Monétaire et Financier.
Actif Immobilier	Désigne tout actif au sens de l'article L. 214-36 I. 1° à 3° et 5° du Code Monétaire et Financier.
Action(s)	Désigne une ou plusieurs actions de la SPPICAV. Les actions peuvent faire l'objet d'une décimalisation au cent-millième.
Action(s) I	Désigne une ou plusieurs actions de catégorie I de la SPPICAV.
Action(s) GI	Désigne une ou plusieurs actions de catégorie GI de la SPPICAV.
Action(s) P	Désigne une ou plusieurs actions de catégorie P de la SPPICAV.
Actifs Financiers	Désigne les actifs composant la poche financière composée principalement de titres de sociétés foncières cotées, actions, obligations et parts ou actions d'OPCVM et de FIA, orientées notamment vers le secteur immobilier.
Actionnaire(s)	Désigne tout titulaire d'actions de la SPPICAV.
AMF	Désigne l'Autorité des Marchés Financiers.
CIF	Désigne les conseillers en investissements financiers au sens des articles L.541-1 et suivants du Code Monétaire et Financier.
Date d'Établissement de la Valeur Liquidative	Désigne une date d'établissement de la Valeur Liquidative déterminée comme il est dit à l'article 5.2.
Date de Centralisation des Souscriptions	Désigne la date de réception des ordres de souscription par le Dépositaire telle que définie à l'article 5.4.1.1.1.
Date de Précentralisation des Souscriptions	Désigne la date de réception des ordres de souscription par le Précentralisateur telle que définie à l'article 5.4.1.1.2.
Date de Centralisation des Rachats	Désigne la date de réception des ordres de rachat par le Dépositaire telle que définie à l'article 5.4.2.1.2.
Date de Précentralisation des Rachats	Désigne la date de réception des ordres de rachat par le Précentralisateur telle que définie à l'article 5.4.2.1.2.
Dépositaire	Désigne la société CACEIS BANK France, société anonyme ayant son siège social sis 1-3 Place Valhubert à Paris (75013), établissement de crédit agréé par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution.
Document d'Information Clé pour l'Investisseur	Désigne le document d'information clé pour l'investisseur (DICI).
ESG	Désigne les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance.
Fondateurs	Désigne les premiers Actionnaires de la SPPICAV, signataires des Statuts au moment de son immatriculation et qui ont la qualité de clients professionnels au sens de la Directive 2014/65/UE.
Jour(s) Ouvré(s)	Désigne tout jour où les banques sont ouvertes à Paris (France), à l'exception des samedi, dimanche et jours fériés en France.
Liquidités	Désigne les liquidités dans lesquelles la SPPICAV pourra investir, telles que définies à l'article 4.3.1.
Nombre Total d'Actions	Désigne le nombre total d'actions de la SPPICAV en circulation.
Précentralisateur	Désigne CACEIS PERES, 14 rue Rouget de Lisle, 92862 Issy les Moulineaux.
Prix de Souscription	Désigne le prix de souscription des actions défini à l'article 5.4.1.1.3.
Prospectus	Désigne le présent prospectus relatif à la SPPICAV auquel sont annexés les Statuts de la SPPICAV.
Réglementation Applicable	Désigne l'ensemble de la réglementation applicable à la SPPICAV et à la Société de Gestion figurant notamment dans le Code Monétaire et Financier et le Règlement Général de l'AMF, ainsi que dans tout Code de bonne conduite que la Société de Gestion se serait engagée à respecter.
RGAMF	Désigne le Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers.
Société de Gestion	Désigne Sofidy, Société de Gestion agréée par l'AMF le 10 juillet 2007 sous le numéro GP 07-000042.
SPPICAV	Désigne la SPPICAV SOLIVING.
Statuts	Désigne les statuts de la SPPICAV SOLIVING.
Valeur Liquidative	Désigne la valeur liquidative de chaque action, déterminée en divisant la quote-part de l'actif de la SPPICAV par le nombre total d'actions selon la méthode définie dans le Prospectus.

SOFIDY SAS | Société de gestion de portefeuille agréée par l'AMF
le 10 juillet 2007 sous le n° GP07000042 | 338 826 332 RCS Évry
Code d'activité : 6630 Z | N° TVA Intracommunautaire : FR 03 338 826 332
303, square des Champs Élysées - Évry Courcouronnes - 91026 Évry Cedex
Tél. : 01 69 87 02 00 | Fax : 01 69 87 02 01 | E-mail : sofidy@sofidy.com
sofidy.com

P-SL-072022-2 | Document réalisé par Sofidy

